

*l'Anti*capitaliste

N°71 | DÉCEMBRE 2015 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



**APRÈS LE 13 NOVEMBRE,
DE « L'ÉTAT DE GUERRE » À L'ÉTAT POLICIER**



**NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1995
LE SALARIAT FAIT IRRUPTION
SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE**



**TRANSPORT AÉRIEN :
FAIRE DÉCOLLER LES PROFITS**



**ENTRETIEN AVEC MICHEL WARSCHAWSKI
EN ISRAËL, UN GOUVERNEMENT
D'EXTRÊME DROITE,
HYPER-NATIONALISTE ET RACISTE**

Sommaire

EDITORIAL

Yann Cézard De « l'état de guerre » à l'Etat policier **P3**

PREMIER PLAN

Sandra Demarcq Après le 13 novembre **P4**

ACTUALITE

Michel Warschawski, Yann Cézard

En Israël, un gouvernement d'extrême droite, hyper-nationaliste et raciste **P7**

Léon Crémieux Transport aérien : faire décoller les profits **P9**

DOSSIER

Galia Trépère

Novembre-décembre 1995 Le salariat fait irruption sur le devant de la scène **P12**

Patrick Le Moal Années 1990 Offensive néolibérale et mondialisation capitaliste **P13**

Isabelle Ufferte 1981-1995 Quand Mitterrand et la gauche mettaient en œuvre la première phase de l'offensive libérale **P14**

Marie-Hélène Duverger Une période marquée par le recul du mouvement ouvrier et la montée des idées réactionnaires **P16**

Jean-Claude Laumonier 20 ans après, que reste-t-il du « plan Juppé » ? **P18**

Daniel Minvielle « Tous ensemble » contre le plan Juppé **P20**

Patrick Le Moal A Rouen, une organisation unitaire et démocratique **P23**

Josette Trat Un mouvement social puissant et « sexué » **P24**

Henri Maler, Ugo Palheta L'affrontement politique s'étend aux intellectuels **P27**

Jean-Philippe Divès Novembre-décembre et les années antilibérales **P29**

Galia Trépère 1995 et la question d'un « parti des travailleurs » **P31**

REPERES

Raquel Varela 25 novembre 1975

Le jour qui stoppa le processus révolutionnaire portugais **P33**

FOCUS

Collectif A qui sert leur guerre ? **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Novembre-décembre 1995, la grève générale des cheminots. DR.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Galia Trépère, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

Mail : rotoimp@wanadoo.fr

De « l'état de guerre » à l'Etat policier

PAR YANN CÉZARD

« Nous sommes en guerre ». Hollande et Valls ne cessent de nous le répéter. Mais comme l'a dit Sarkozy, « on ne parle pas de guerre à la légère. » Alors de quelle guerre parle-t-on ? Serions-nous, après les massacres effroyables organisés par Daech au cœur de Paris, dans la situation du peuple américain après les attentats du 11 septembre 2001 ? Hollande sera-t-il Bush III et nous entraînera-t-il dans une nouvelle expédition néocoloniale de grande ampleur au Moyen-Orient ?

Certainement pas. Contrairement à l'Etat américain quand Al-Qaeda frappa New-York, il n'en a ni l'intention ni les moyens. Il n'aurait peut-être même pas l'appui politique nécessaire pour une telle folie dans la population française, justement parce que beaucoup ont tiré quelques leçons de sagesse du fiasco américain consécutif à l'attaque de l'Irak en 2003.

La stratégie est donc en deux temps : d'abord intensifier les bombardements aériens (avec sa cohorte de victimes civiles), ensuite parvenir à obtenir qu'une « coalition » de forces régionales prenne en charge l'attaque au sol pour « liquider » Daech comme Etat. La destruction d'un avion russe par la Turquie, l'obsession anti-kurde de celle-ci, l'antagonisme entre l'Iran et l'Arabie saoudite, donnent une idée de la difficulté de nouer une telle alliance d'Etats en conflit les uns avec les autres. Le gouvernement français s'engouffre d'autant plus dans la « realpolitik » à tout crin, un mélange d'opportunisme commercial et de gesticulations de « Grand du monde », avec leçons de morale, spectaculaires revirements et toujours deux poids deux mesures. La France, après avoir menacé de bombarder Assad il y a trois ans, se rapproche des Russes et ne fait plus du départ du dictateur et massacreur syrien « un préalable ». Et c'est cette étrange guerre « contre la barbarie » qui permettrait de faire reculer le terrorisme, au lieu de l'alimenter ?

Face à la perspective d'une guerre aussi ingrate et incertaine à mener, Hollande a choisi aussi de jouer la carte de la démagogie, moins pour « lutter contre le terrorisme » que pour des raisons strictement politiciennes, pour se camper en « chef de guerre » sur le « front intérieur ». D'où l'extension de la déchéance de nationalité, d'où le nouveau raidissement, criminel, contre les réfugiés, autant d'amalgames honteux et de clins d'œil aux préjugés racistes. C'est aussi la vraie raison de la décision d'instaurer un état d'urgence permanent.

« SÉCURITÉ : L'EXCEPTION VA DEVENIR LA RÈGLE »

C'est ce que titre *Le Monde* du 3 décembre. En effet ! Drôle d'hypocrisie que de vouloir faire rentrer dans la Constitution une sorte d'état d'exception mais « conforme au droit ». Que veulent Valls et Hollande ? Banaliser la « police administrative », assigner à résidence, perquisitionner, mettre sur écoute qui ils veulent comme ils veulent, sans passer par le juge. Le « renseignement » français, décrété irréprochable, serait enfin débarrassé des contraintes juridiques qui l'empêcheraient de travailler ! On se rapproche du Patriot Act américain et des « grandes oreilles

de la NSA », avec le droit de collecter tous les « signaux », toutes les communications, de toute la population, de les archiver, et de croiser tous les fichiers. Enfin, le texte de modification constitutionnelle qui vient d'être soumis au conseil d'Etat porterait la durée de l'état d'urgence à six mois au lieu de trois. On n'en sortirait même que progressivement, selon la situation.

Bernard Cazeneuve s'est fendu d'une petite phrase rassurante, dans une circulaire adressée aux préfets : « L'état d'urgence n'est en aucune façon une dérogation à l'Etat de droit. » C'est pourtant le même plaisantin qui a informé le Conseil de l'Europe que les mesures liées à l'état d'urgence « sont susceptibles de nécessiter une dérogation à certains droits garantis par la Convention européenne des droits de l'homme ». Or précisément, cette procédure de « dérogation », en droit européen (car il y a un droit de la dérogation aux droits de l'homme !) est rendue possible « en cas de guerre ou d'autre danger public menaçant la vie de la nation. »

Ça promet ! Déjà, de même que la police multiplie les bavures quand elle se croit tout permis, l'état d'urgence monte à la tête du gouvernement. L'arbitraire policier et l'arbitraire politique se conjuguent. Les abus de pouvoir se multiplient : assignations à résidence de militants écologistes, interdiction des manifestations, tentative de museler toute contestation de la mascarade planétaire (et grand-messe présidentielle) de la COP 21. Gazages, charges et arrestations massives lors de la manifestation du 29 novembre à Paris... Ces démonstrations d'autoritarisme n'ont pas le moindre rapport avec la lutte contre le terrorisme mais, parce que l'occasion fait le larron, elles sont destinées à régler les comptes avec les zadistes, diaboliser tous ceux qui contestent le pouvoir socialiste sur sa gauche, mettre sa COP 21 sous cloche aujourd'hui, et demain étouffer toute velléité de contestation de sa politique d'austérité, à coups d'interdictions, d'intimidations. En gelant la société tout entière dans la sidération. □



Hollande aux Invalides. DR.

Après le 13 novembre

PAR SANDRA DEMARCO

Les attentats du 13 novembre à Paris, précédés par ceux de Bagdad, Ankara, Beyrouth et Charm el-Cheikh, prolongés par la prise d'otages au Mali, ouvrent une nouvelle séquence avec la combinaison d'opérations terroristes de masse par Daesh contre les populations, d'une politique extérieure gouvernementale de va-t-en-guerre dans le sens de celle menée par George Bush après les attentats du 11 septembre 2001, et de la mise en place sur le plan intérieur d'un État d'exception, du tout-sécuritaire.

DAESH, ENNEMI DU MOUVEMENT OUVRIER, DES FEMMES ET DES DROITS DÉMOCRATIQUES

Les attentats du 13 novembre ont été commandités par Daesh. Cette organisation, tout comme Al-Qaeda, ne vient pas de nulle part. Les Etats-Unis, avec le royaume saoudien, ont favorisé depuis des décennies les courants intégristes islamiques radicaux dans la lutte contre la gauche au sein des pays à majorité musulmane. Ces courants ont longtemps été associés aux Etats-Unis – une collaboration historique qui a culminé avec la guerre d'Afghanistan dans les années 1980, lorsqu'ils furent soutenus contre l'occupation soviétique par Washington, les Saoudiens et la dictature pakistanaise.

Certaines composantes de ces forces se sont retournées contre la monarchie saoudienne et les Etats-Unis. C'est l'histoire d'Al-Qaeda dont les fondateurs étaient alliés aux États-Unis et au royaume saoudien dans la lutte contre l'occupation soviétique en Afghanistan. C'est l'administration de Bush père qui, en lançant la première guerre contre l'Irak, a provoqué la volte-face d'Al-Qaeda contre les Etats-Unis, Bush fils poursuivant avec son invasion de l'Irak. L'occupation états-unienne de ce pays a donné une énorme impulsion à Al-Qaeda, lui permettant d'acquérir une base territoriale cruciale au Moyen-Orient, après avoir été restreinte auparavant à l'Afghanistan. Aujourd'hui encore, l'Arabie Saoudite soutient des organisations affiliées à Al-Qaeda, en Syrie (Al Nosra) ou au Yémen.

Ce qui s'appelle aujourd'hui « Etat islamique en Irak et en Syrie », issu de la branche d'Al-Qaeda en Irak, est le



résultat direct, à la fois, de l'occupation américaine en Irak et du chaos régional croissant. Daesh s'est notamment nourri de secteurs sunnites évincés de toutes les sphères du pouvoir et d'anciens membres de l'armée et des services de sécurité de Saddam Hussein. Il avait été défait et marginalisé à partir de 2007, mais est parvenu à se reconstituer en Syrie, en tirant avantage des conditions créées par la guerre civile dans ce pays et de la brutalité extrême du régime syrien.

Daesh est une organisation militaire, intégriste religieuse, basée sur la terreur, ennemie du mouvement ouvrier, des femmes et de tous droits démocratiques, qui s'étend sur un territoire où il prend de plus en plus les contours d'un Etat et depuis lequel il développe un projet expansionniste. Cette organisation s'est appuyée sur les crimes des régimes de Saddam Hussein et Bachar al-Assad, sur les soutiens financiers des émirs ultra-réactionnaires du Golfe per-

sique et sur la complicité du gouvernement turc d'Erdogan, tous engagés dans une logique d'écrasement de tout mouvement de masse progressiste.

FUITE EN AVANT SÉCURITAIRE

La réponse du gouvernement aux attentats du 13 novembre ne s'est pas fait attendre. Il a décrété l'état d'urgence pour au moins trois mois et Hollande, lors de son discours devant le parlement à Versailles, a annoncé des modifications constitutionnelles visant à pérenniser l'état d'urgence afin de pouvoir rendre permanent un

pour toute personne soupçonnée de visées terroristes – donc sans avoir été condamnée pour des faits commis. Après les lois sécuritaires votées suite aux attaques du 9 janvier, Hollande a franchi un cap supplémentaire en matière de mesures liberticides. La prorogation de l'état d'urgence pour trois mois par la presque unanimité des députés de gauche, y compris l'ensemble des députés du Front de gauche, de la droite et de l'extrême-droite, montre l'étendue de l'union nationale et ne sert qu'à une chose : museler la société en installant un état de peur qui téta-

Les bombardements russes, français et américains sur les villes syriennes massacrent les populations et étendent la guerre. DR.



état d'exception, dressant ainsi les contours d'un véritable Patriot Act à la française.

Hollande a considérablement déplacé le curseur politique vers la droite et l'extrême droite en reprenant à son compte des propositions du FN et de LR : la déchéance de nationalité pour les binationaux accusés de terrorisme, la dissolution de groupes et associations portant « atteinte à l'ordre public », le blocage de sites Internet et l'assignation à résidence

nise et interdire ou du moins limiter la réflexion sur les choix politiques faits depuis des décennies.

C'est dans ce sens que le gouvernement a interdit toutes les mobilisations sociales, écologiques, féministes et de solidarité avec les migrants à Paris mais aussi dans de nombreuses autres villes. Qu'il a fait procéder à plus de 2000 perquisitions administratives touchant notamment des maraîchers bios ou des squatteurs, et a assigné à résidence envi-

ron 300 personnes, y compris des militants associatifs et écologistes. Derrière l'émotion et le prétexte de la protection de la population, le gouvernement Valls-Hollande s'attaque directement aux moyens de résistance des salariés au moment où la chemise déchirée des DRH d'Air France avait montré, par l'ampleur des témoignages de solidarité, une colère certaine de la classe ouvrière qui redonnait un peu de souffle aux perspectives d'affrontement avec le patronat et le gouvernement.

De là, le fait que la lutte contre l'état d'urgence ne puisse pas se cantonner à un simple positionnement idéologique. S'opposer à l'état d'urgence c'est s'opposer à ses conséquences, en particulier aux pressions du pouvoir dans le sens d'une interdiction des manifestations.

LA CASSE SOCIALE CONTINUE

L'état d'urgence ne doit pas nous faire oublier que ce gouvernement continue sa politique d'austérité et de destruction sociale et écologique. Macron a sans doute été ces derniers jours le plus clair, en rassurant le Medef : l'état d'urgence ne perturbera ni la vie économique ni les réformes engagées et envisagées avant les attentats du 13 novembre. Nous voilà rassurés : le patronat va pouvoir continuer à licencier ou supprimer des emplois malgré des profits toujours plus importants comme à Air France, et à empocher tranquillement des milliards grâce au CICE ; de plus, il n'aura bientôt plus « d'entraves » grâce au démantèlement du code du travail programmé par ce gouvernement.

Et pour accompagner l'état d'urgence, le gouvernement Hollande-Valls continuera, afin de combattre les discriminations et défendre les « valeurs de la France face à la barbarie », à imposer les contrôles aux faciès, bloquer les migrants aux frontières et se contenter d'une simple communication sur le changement climatique. Contre-réformes dans la santé et l'Education nationale, suppressions massives de postes dans la fonction publique... Tout reste d'actualité.

La lutte de classe doit donc reprendre le devant. Ceux qui nous imposent ou

applaudissent à la mise en place de l'état d'urgence sont les mêmes qui s'acharment contre le code du travail, les syndicalistes, le mouvement social dans son ensemble. Aucune des mesures liberticides et sécuritaires ne sera efficace pour lutter contre l'embrigadement de jeunes par Daesh, car elles tournent le dos à toute politique sociale.

Dans ce contexte, le NPA et l'ensemble du mouvement ouvrier doivent défendre les revendications sociales, démocratiques et écologiques. Pas question de laisser rogner notre droit à lutter contre la violence patronale, les suppressions d'emplois, les licenciements, la destruction du code du travail, l'austérité. Les prises de position de plusieurs syndicats, puis celle de la confédération CGT contre la trêve sociale et la guerre, doivent constituer un point d'appui. La journée du 2 décembre en soutien aux salariés d'Air France a été une première échéance pour faire en sorte que les revendications de l'ensemble du mouvement ouvrier se fassent de nouveau entendre, tout en s'opposant au tournant guerrier et sécuritaire du gouvernement.

LA MONTÉE DE L'ISLAMOPHOBIE ET DU RACISME

Les jours qui ont suivi les attaques terroristes de Paris ont été marqués par des dégradations de lieux de culte musulmans, ainsi que des agressions islamophobes mais aussi antisémites. Dans plusieurs villes de France, des groupes d'extrême droite se sont invités dans les rassemblements. Le fait qu'un terroriste, dont on ignore l'identité et la nationalité, soit arrivé en France depuis la Syrie en se faisant enregistrer en Grèce comme un migrant réclamant le droit d'asile, a donné lieu à un véritable déchaînement contre l'accueil des migrants en France et en Europe.

Certains dirigeants français et européens sont allés jusqu'à assimiler les migrants aux terroristes, en réclamant la fermeture des frontières intérieures. Hollande en tête, ils ont insisté sur la nécessité de renforcer les contrôles et les centres de tri (« hot spots »). Une campagne unitaire résolue contre le racisme et

pour la solidarité avec les migrants s'impose.

Une des conséquences des attentats est donc une montée du racisme et ce, à quelques semaines des élections régionales où Marine Le Pen était déjà annoncée comme la grande gagnante, dans une séquence électorale qui s'annonce particulièrement nauséabonde.

Il faut rappeler que la majorité des kamikazes des attentats du 13 novembre étaient français ou belges, et non syriens ou irakiens. En ce sens, les attentats ne relèvent pas d'une simple exportation de combattants de Daesh, mais s'inscrivent largement dans les dérives qui se produisent parmi des groupes très marginaux de jeunes pour lesquels le djihadisme n'est qu'un vecteur. Leur dérive criminelle et suicidaire prend ses racines dans un terreau fertile, provoqué par l'accumulation des politiques d'injustice sociale, d'exclusion, de racisme, de discriminations et d'islamophobie. Ce ne sont pas les bombardements des zones occupées par Daesh qui régleront ce problème.

CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE, RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES D'AFRIQUE ET DU PROCHE-ORIENT

Dans l'ensemble du Proche-Orient, la crise multiforme du capitalisme mondial, celle des régimes en place et l'échec des interventions impérialistes sont à l'origine du chaos actuel. De façon directe ou indirecte, les puissances impérialistes et leurs alliés régionaux ont à un moment donné armé et entraîné chacun des groupes terroristes, au service de leurs propres intérêts. S'y ajoute le soutien sans retenue aucune de la France à la politique de l'ultra-droite israélienne lors de la guerre de Gaza en 2014, ou encore le fait que Paris vende des armes de guerre et ouvre grand les bras aux investisseurs des pétromonarchies du Golfe, Arabie Saoudite en tête, alors même que le régime saoudien et le Qatar ont été les financiers de Daesh pour déstabiliser l'alliance Irak-Iran.

Il faut également souligner le rôle du régime d'Erdogan en Turquie, qui finance Daesh à travers les achats de pétrole et n'hésite pas à bombarder, en totale impunité, les Kurdes qui en Syrie combattent Daesh les armes à la main. Ainsi que la politique russe, de soutien sans faille au régime de

Bachar al-Assad, avec l'expertise poutinienne d'écrasement des populations testée en Tchétchénie. Le but étant, pour les impérialistes, d'obtenir un nouvel équilibre réactionnaire après la déstabilisation des régimes provoquée par les révolutions arabes. La riposte guerrière et impérialiste ne fait qu'aggraver les choses, comme le démontrent tragiquement les événements de ce 13 novembre. Il n'y aura pas d'issue à la crise que traverse le Proche-Orient sans le retrait des troupes impérialistes, la fin de régimes réactionnaires et la reconnaissance des droits des Palestiniens par la fin de l'occupation par l'Etat sioniste de la Cisjordanie et de Gaza. L'Etat islamique/Daesh est fondamentalement un instrument d'écrasement des aspirations des peuples qui ont provoqué les soulèvements de la région arabe. C'est pourquoi nous opposons à la logique de guerre impérialiste la nécessité de la solidarité internationale concrète avec les peuples de la région qui luttent en pratique contre Daesh comme contre Assad, en donnant les moyens y compris militaires de la lutte à leurs organisations démocratiques et non confessionnelles. Dans ce sens, le PKK doit être retiré de la liste des organisations terroristes et les populations pourchassées de Syrie et d'Irak doivent avoir le droit d'asile en Europe.

Il y a urgence à mettre en place un front de toutes celles et ceux, des organisations politiques et sociales qui refusent l'union sacrée, l'état d'urgence, la guerre et le racisme. Face à l'Etat d'urgence, nous devons unir nos forces et centrer nos efforts sur la défense des droits démocratiques, le maintien et la construction des mobilisations sociales que nous ne laisserons pas être bâillonnées et étouffées par le climat de peur et de guerre. La réponse au terrorisme de Daesh ne peut venir que des solidarités et des luttes des classes exploitées pour défendre leurs droits sociaux et démocratiques, de la solidarité internationale avec les peuples du Proche-Orient et d'Afrique.

L'heure est au rassemblement de toutes celles et tous ceux qui refusent les surenchères militaristes, la guerre, les interventions impérialistes comme la fuite en avant sécuritaire, pour combattre la barbarie capitaliste qui engendre celle du terrorisme et des intégrismes religieux. □

ENTRETIEN AVEC MICHEL WARSCHAWSKI

En Israël, «un gouvernement d'extrême droite, hyper-nationaliste et raciste»

PROPOS RECUEILLIS PAR YANN CÉZARD

Michel Warschawski milite depuis de longues années en Israël, entrant en 1968 au sein de l'Organisation socialiste israélienne (Matzpen, la «boussole»), révolutionnaire et antisioniste, et fondant en 1984, avec des militants de gauche palestiniens, le Centre d'information collective. Il a retracé sa biographie dans un de ses ouvrages, Sur la frontière (Stock, 2002).

Netanyahou a finalement réussi à gagner les élections en mars 2015. Comment expliques-tu sa réussite? Comment définir le gouvernement israélien actuel?

Netanyahou a gagné les élections pour deux raisons: la première c'est l'absence de crédibilité du centre-gauche, qui n'avait aucune alternative à proposer, en particulier dans le domaine de l'occupation coloniale. Livni et Herzog disaient à peu près la même chose que Netanyahou, mais avec moins de fermeté. Le mot «paix» n'a quasiment jamais été utilisé par les candidats de l'ex-parti travailliste. Si on reste dans le discours sécuritaire, personne n'est plus convainquant que Benjamin Netanyahou, et comme vous le savez en France aussi, l'électeur préfère toujours l'original à la copie, extrêmement pâle d'ailleurs quand elle a le visage de Yitshak Herzog.

La seconde raison, c'est l'arme de la peur, très bien instrumentalisée par Netanyahou, de l'Iran à l'électorat arabe «qui se mobilise en masse dans des bus affrétés par les ONG». La peur de l'ennemi ou de l'autre est plus que jamais l'arme utilisée par les puissants... et fait le lit des mouvements racistes, xénophobes et fascistes. Face à ce discours de la peur, il fallait proposer une alternative réelle, faite de Droit et de Solidarité, mais cela le centre-gauche en est totalement et définitivement incapable. La victoire de l'extrême droite a été écrasante,

et Netanyahou n'a pas eu à faire de coalition avec les partis du centre. C'est donc un gouvernement d'extrême droite, hyper-nationaliste et raciste qu'ont engendré les dernières élections.

Quelles ont été les premières mesures?

Netanyahou a agi dans la continuité de ses précédents gouvernements: accélération et élargissement de la colonisation, projets de nouvelles lois liberticides, en particulier contre les ONG, censure de projets culturels «antinotionaux». Bref, on continue la même politique nationaliste, raciste mais aussi néolibérale.

Comment analyses-tu la révolte palestinienne actuelle?

La révolte actuelle est la conjonction de deux facteurs. Le crédit accordé pendant la dernière décennie à Mahmoud Abbas et à sa politique de «processus de paix» est épuisé. La grande majorité de la société, y compris la jeunesse, et de la classe politique, y compris le Hamas et ce qui reste de la gauche, avaient laissé le Président mener sa politique sans tenter d'y mettre des bâtons dans les roues. Ils étaient pour le moins sceptiques, mais ont laissé sa chance au Président. Le crédit est maintenant épuisé, d'autant que Mahmoud Abbas lui-même a déclaré à l'ONU que le processus d'Oslo était mort, assassiné par les Israéliens.

Le second facteur est la série de provoca-

tions initiées ces derniers mois par Netanyahou et ses ministres, la plus grave étant la remise en question du statu quo sur l'Esplanade des Mosquées et la profanation d'Al Aqsa par des policiers israéliens. Les deux facteurs réunis ont eu un effet explosif. Partout en Palestine (et dans l'ensemble du monde musulman) la rumeur a couru que ce gouvernement allait détruire la Mosquée pour y reconstruire le Temple juif... ce qu'expriment ouvertement certains membres du parti de Netanyahou.

Netanyahou a parlé d'une «nouvelle Intifada», pour hystériser le climat politique et justifier de nouvelles mesures de répression. Avec le recul, quelle différence vois-tu entre le climat politique et les sentiments dominants dans la société israélienne à l'époque de la première Intifada en 1987, et aujourd'hui?

Nouvelle Intifada? Je ne sais pas ce que cela veut dire. On a parlé en 2000 de Seconde Intifada alors qu'il s'agissait d'une reconquête initiée par Israël des (très maigres et souvent symboliques) acquis d'Oslo.

Si le mot Intifada est utilisé pour décrire un soulèvement populaire généralisé, on n'en est pas encore là. Les actions de masse restent encore limitées. Ce qui avait permis l'Intifada, c'est l'existence d'une véritable direction, faite de l'en-



semble des partis politiques, au niveau national (dans les territoires occupés) et local, qui donnait des consignes régulières et était entendue par toute la population.

Aujourd'hui cette direction n'existe plus, remplacée par l'Autorité palestinienne... et sa police.

S'il y a eu dans la société israélienne, entre 1987 et 1990 une large sympathie et de forts mouvements de solidarité avec la lutte palestinienne, ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui, et la solidarité est limitée à quelques milliers de personnes. Pour comprendre cette différence, il faut revenir quinze ans en arrière, au grand mensonge de Ehoud Barak, à son retour du sommet de Camp David. Ce mensonge (des « offres généreuses » rejetées par Yasser Arafat etc.) a été avalé à pleine bouche par le mouvement de la paix, qui annonçait ainsi sa mort volontaire et assumée. On peut détruire un mouvement de masse en 48 heures, mais le reconstruire demande une génération entière. Aujourd'hui le mouvement de la paix israélien est encore dans le coma. Il reste à espérer que contrairement à Ariel Sharon, ce coma n'est pas définitif...

La surenchère d'extrême droite domine la politique israélienne. Netanyahu et le Likoud y participent allègrement. Outre la répression « classique » (des tirs de snipers au blocage des territoires palestiniens et punitions collectives), il y a eu les propos délirants sur Hitler et le Mufti de Jérusalem, les nouveaux « murs de sécurité » à l'intérieur du « grand Jérusalem », peut-être la privation du statut de « résident » pour 80 000 Palestiniens de Jérusalem vivant « du mauvais côté » des barrières « de sécurité ». Le gouvernement israélien navigue-t-il à vue, au fil des surenchères racistes et sécuritaires, ou a-t-il une stratégie de plus long terme ?

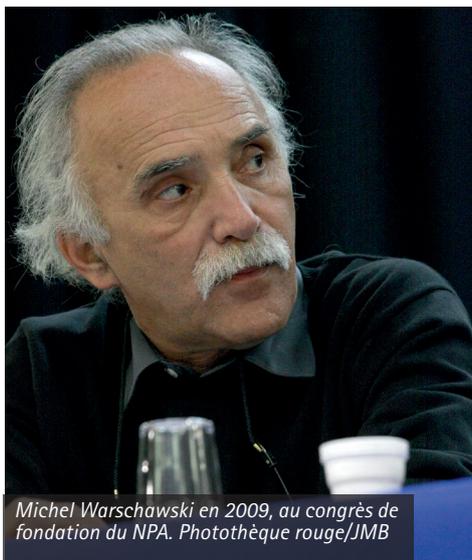
Et l'un, et l'autre. Les provocations sur l'Esplanade des Mosquées ont été imposées par ses propres ultras à Netanyahu qui craignait, s'il s'opposait à leurs provocations, de perdre des électeurs au profit d'autres partis d'extrême droite. Même s'il savait que c'était une erreur, il était trop lâche pour y mettre un veto. Les mesures ultra-sécuritaires, les pro-

jets de lois encore plus répressifs et surtout la tonalité brutale de son discours politique sont essentiellement populistes, pour plaire à son électorat d'extrême droite.

Ceci dit, Netanyahu a un projet stratégique: étendre les frontières d'Israël jusqu'au Jourdain, tout en se débarrassant de la majorité des Palestiniens, enfermés derrière des murs dans des enclaves autogérées qu'ils pourront, s'ils le désirent, appeler Etat(s) Palestinien(s). En fait c'est le vieux plan Sharon.

Est-ce que d'autres voix, des contestations se font entendre dans la société israélienne sur cette « gestion de la violence » ?

Comme je l'ai dit, l'opposition à la politique sécuritaire est très réduite, d'autant que la population palestinienne d'Israël, qui est la principale force d'op-



Michel Warschawski en 2009, au congrès de fondation du NPA. Photothèque rouge/JMB

position, a fait désormais le choix de manifester dans ses villes et ses villages, et de ne plus venir renforcer les rangs des manifestations à Tel Aviv.

Les doutes voire des critiques sévères qui s'expriment dans la classe politique sur la stratégie et les choix tactiques de Netanyahu sont le fait... des anciens responsables des diverses agences de sécurité (Mossad, Shin Beit) et de généraux à la retraite. Auxquels il faut ajouter plusieurs éditorialistes et chroniqueurs dans les différents quotidiens.

Que dit l'opposition parlementaire sioniste israélienne, les partis (trauvalliste et du « centre ») de l'Union sioniste ? Prétend-elle avoir une autre politique ?

J'ai répondu à cette question concernant

les positions du centre-gauche. Mais avec la crise actuelle c'est même pire, Herzog critique le gouvernement sur sa droite!

Et la (vraie) gauche en Israël? L'alliance du parti communiste et des partis arabes israéliens qui a fait un score très honorable aux élections de mars? Les différentes organisations pacifistes et antisionistes?

La « vraie gauche » est effectivement composée de deux éléments, la Liste (arabe unifiée) et le collectif des différentes organisations anti-guerre et anti-occupation. La Liste unifiée a organisé de nombreux rassemblements de masse dans les villes arabes et dans les villes mixtes, comme Haïfa, où ont participé des dizaines de milliers de manifestants. Quant aux initiatives des organisations anticoloniales, elles restent limitées à quelques milliers de personnes. La grande majorité de ce qui a été autrefois le « mouvement de la paix » préfère garder ses forces pour pleurer l'assassinat de Rabin, dont on vient de célébrer le vingtième anniversaire.

Tzipi Levni, l'héritière « centriste » du parti fondé par Ariel Sharon avant son coma, se prétend favorable à une « solution de deux Etats pour deux peuples ». Ses propos sont hypocrites, mais cette solution est depuis longtemps l'espoir de beaucoup de militants contre la colonisation et l'oppression des Palestiniens. 22 ans après Oslo, vu l'ampleur de la colonisation (plus de 570 000 colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est aujourd'hui, contre 200 000 en 1993) et l'évolution de la société israélienne, que penses-tu aujourd'hui d'une telle perspective ?

Je ne crois pas à l'irréversibilité de la colonisation israélienne. Des empires ont été réversibles, la colonisation française ou anglaise en Afrique et en Asie a été réversible, l'URSS a été réversible, l'Algérie est devenue indépendante après 130 ans de colonisation en profondeur. Tant que le peuple palestinien n'aura pas baissé les bras et continue à revendiquer la décolonisation de ses terres (du moins la Cisjordanie et Gaza), la situation reste réversible. Tout est une question de rapports de forces, régionaux et internationaux. J'ajouterai que quand le rapport de forces aura changé et pourra imposer une solution, les « deux Etats » seront la position de repli des Israéliens, extrême droite comprise. □

Transport aérien : faire décoller les profits

PAR LÉON CRÉMIEUX

L'occupation du CCE d'Air France le 5 octobre et les nombreuses grèves chez Lufthansa depuis le début de l'année répondent à l'offensive générale menée contre les salariés du transport aérien. L'explication courante donnée par les directions d'entreprise, les gouvernements, les médias et la plupart des directions syndicales est simple : les compagnies du Golfe et les low cost asphyxient les grandes compagnies traditionnelles.

Plusieurs rapports gouvernementaux étayaient cette thèse qui pousse à une solidarité nationale gouvernements-entreprises-syndicats pour «sauver Air France» et baisser les «charges» insupportables. Tout cela doit nous amener à regarder d'un peu plus près le fonctionnement d'un secteur économique en forte croissance régulière.

UN SECTEUR EN FORTE CROISSANCE...

Malgré la faible croissance de l'économie mondiale, le transport aérien est un secteur en forte croissance régulière. L'IATA (Association internationale du transport aérien), l'organisme officiel qui centralise et analyse toutes les données du secteur, prévoit une croissance de 6,7% de l'activité en 2015, la meilleure depuis 2010. La croissance moyenne des vingt dernières années a été de 5,5% par an. Après une courte récession sur 2008-2009, presque imperceptible pour le trafic passagers, l'activité est repartie à la hausse dès 2010, et une forte croissance est prévue ces prochaines années.

Beaucoup de commentateurs prétendent que le transport aérien est une activité fragile qui subit beaucoup de soubresauts, perturbée par les guerres, les épidémies, voire les éruptions volcaniques. C'est une vision plus que superficielle : elle est totalement contraire à la réalité. Le seul paramètre qui a un sens pour analyser l'évolution du transport aérien est celui de l'échange des marchandises, le commerce international et la croissance du PIB. Il est communément admis que 1% de croissance du PIB donne 2 à 3% de croissance du trafic.

Le secteur est donc bien en croissance. Contrairement à certaines idées reçues, cette croissance n'est pas l'apanage de

l'Asie. L'Europe en bénéficie aussi : en 2013, 6,7% pour le trafic domestique et 6,4% pour l'international.

Cette croissance est aussi celles des principaux autres acteurs du transport aérien : les aéroports et les compagnies d'assistance. Le problème majeur est plutôt celui de la rentabilité.

...MAIS SOUMIS À UNE RENTABILISATION CAPITALISTE EXACÉRBE

Depuis les années 1990, le secteur a été entièrement privatisé et libéralisé. Sauf dans le Golfe, les Etats ne sont quasiment plus actionnaires majoritaires des compagnies aériennes et les règles ont fait lever presque toutes les limitations de la concurrence internationale. Or, jusqu'à récemment, le transport aérien était le «pire» des investissements pour un capitaliste. Une étude réalisée par McKinsey pour IATA donnait le secteur bon dernier du point de vue du retour sur capital investi (ROCE) avec une moyenne de 5% de 1965 à 2007, là où le secteur pharmaceutique affichait 25% et la construction aéronautique 12%.

Dès lors, depuis plus de vingt ans les grandes compagnies essaient d'appliquer toutes les recettes permettant une rémunération régulière des actionnaires. Mais très voraces en capital, les compagnies aériennes n'ont jamais dégagé réellement des profits à un niveau attractif pour les possesseurs des capitaux investis. Les profits dans le secteur allaient à d'autres (les Etats par le biais des taxes et des impôts, les compagnies pétrolières, les constructeurs et équipementiers, les financiers). En cela le transport aérien est très lucratif.

De plus, avec la mondialisation, le transport aérien est une activité névralgique

du point de vue des échanges économiques et des chaînes de fabrication et de distribution. Le secteur va se développer et les compagnies devront trouver 4 à 5000 milliards de dollars pour financer les nouveaux avions nécessaires aux économies émergentes (la flotte mondiale devrait passer à 34 000 avions d'ici 2031 contre 27 000 aujourd'hui). 1700 nouveaux avions ont été livrés en 2015. Ce besoin de financement était jusque dans les années 1980 fourni essentiellement par les Etats, les compagnies nationales bénéficiant de financements publics, même si le taux de profit était faible.

Pour les capitalistes qui gèrent désormais les compagnies aériennes, vu que le retour sur capital investi y est très faible, l'obsession a donc été de le relever au niveau du coût du capital. Ce qui signifie doubler le retour sur capital investi ! Air France s'est ainsi donné comme objectif d'atteindre les 10% de «ROCE» dans les deux ans à venir. D'autant que pour leurs achats et leurs crédits, les compagnies privatisées doivent se fournir sur les marchés financiers ou auprès d'investisseurs institutionnels, qui ne sont prêts à placer leur argent directement en capital dans le secteur que si l'espérance de retour est, au moins, plus intéressante que les taux des prêts ou des obligations.

Même si le transport aérien draine des revenus très importants (745 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2014), il était jusque là peu profitable d'un point de vue capitaliste. Mais il rattrape son retard : 16,4 milliards d'euros de profits



pour les compagnies aériennes en 2014 (dont quand même 3,1 milliards pour les grandes compagnies européennes et 8,6 pour les nord-américaines) et 29,3 milliards prévus pour 2015.

Cependant, le trafic aérien a rapporté en 2014 plus de profits aux compagnies pétrières. De même, Aéroports de Paris a réalisé un chiffre d'affaire de 2,75 milliards d'euros en 2013 avec un excédent brut d'exploitation de 1,07 milliard. Alors qu'Air France/KLM réalise un chiffre d'affaires de 25,5 milliards, soit dix fois plus, son excédent brut est de 1,85 milliard d'euros... On n'est pas du tout dans les mêmes taux de profit!

Le but des grandes compagnies est donc de développer leur croissance à l'échelle du développement du marché tout en étant capables de « rémunérer » les actionnaires et les investisseurs.

Le problème majeur des grandes compagnies aériennes classiques n'est donc pas tant la question des low cost ou de la concurrence des compagnies du Golfe. Pour les dix prochaines années, le paysage du transport aérien mondial va rester marqué par les trois grandes alliances constituées autour des « majors » européennes et d'Amérique du Nord, qui drainent 70% du trafic aérien mondial :

- Star Alliance (Lufthansa, SAS, Swiss, TAP, Turkish Airlines, Aegean, Austrian, Blue One, LOT, ANA, Thai, United Airlines...) ;

- Sky Team (AF, KLM, Alitalia, Aeroflot, CSA, TAROM, Delta, China Southern, China Eastern, China Airlines, Korean, Vietnam Airline, Aeromexico, MEA, Saudia, Kenya Airways) ;

- Oneworld (BA, Iberia, Air Berlin, Finnair, AA, JAL, Cathay Pacific, Qantas, LAN, Royal Jordanian).

La véritable guerre sera la guerre sociale pour faire baisser la masse salariale globale et s'exonérer au maximum de la fiscalité.

UN SECTEUR

DE PLUS EN PLUS CONCENTRÉ

L'orientation des grandes compagnies pour dégager des marges financières est assez simple.

D'abord, la stratégie de concentration et de subordination. Il s'agit pour les « majors » de renforcer leurs positions et de mieux contrôler le marché. Aux États-Unis comme en Europe, la dernière dé-

cennie a été marquée par la concentration des principales compagnies (American Airlines + US Airways, United + Continental, Delta + Northwest, Iberia + British Airways, Air France + KLM, Lufthansa + Swiss + Austrian). Les compagnies les plus fragiles et les moins rentables sont absorbées ou mises sous contrôle par les plus grosses, en suivant grosso modo la hiérarchie de puissance économique et politique des États.

Cela a radicalement changé l'ensemble du marché du transport aérien depuis quinze ans. Et cela continue (pour Air France, rachat de la compagnie de Côte d'Ivoire, mise sous tutelle d'Alitalia ...). Cette stratégie est évidemment liée au développement des « hubs » (plates-formes de correspondance), à une politique agressive de pré-acheminement et d'assèchement des marchés périphériques. C'est cette stratégie qui permet, avec le « yield management » (gestion du rendement), des coefficients de remplissage à plus de 80%... en moyenne!

Ensuite, la stratégie de partenariat. Les compagnies recherchent des partenariats pour profiter des complémentarités et réaliser des économies. Par exemple, la « joint venture » entre Air France/KLM, Delta et Alitalia sur l'Atlantique Nord. Récemment, AF-KLM a signé un accord de partenariat avec Etihad, la compagnie des Emirats arabes unis. Autre exemple, l'ensemble des accords existants pour l'achat d'équipements (comme l'accord AF/Lufthansa sur les pièces de l'Airbus A380).

DES RECETTES IDENTIQUES CONTRE LES SALARIÉS

Enfin, bien sûr, les compagnies appliquent une stratégie de baisse des rémunérations et des emplois, qui mobilise diverses méthodes :

- *La segmentation de l'activité et la sous-traitance.* Les compagnies se concentrent mais en même temps externalisent au maximum les activités (assistance piste/embarquement des passagers, commercial, paye, informatique) et sous-traitent dans le secteur industriel la maintenance des avions.

- *L'utilisation des nouvelles technologies pour supprimer le maximum d'emplois.* C'est le rôle des « e-services » commerciaux (ensemble des services électroniques par internet pour l'achat des billets et l'enregistrement des passagers et bagages) ou de ressources humaines pour diminuer les services de gestion des personnels. Autant d'emplois en moins...

- *La révision des accords collectifs et la filialisation.* Les plans « Transform » pour AF/KLM, « Score » pour Lufthansa, un plan de même type chez Iberia, visent tous à faire baisser les rémunérations. Cela peut accompagner d'ailleurs les restructurations d'activité (développement de filiales low cost dans les grandes compagnies : Germanwings/ Eurowings chez Lufthansa, Vueling chez British Airways/Iberia, Transavia chez Air France KLM, avec transfert des lignes régionales).

- *La renégociation permanente des appels d'offres pour l'assistance au sol.* Les appels d'offres pour les sociétés d'assistance sur les aéroports (une activité presque entièrement sous-traitée par les compagnies aériennes), officiellement lancés tous les trois ans, sont parfois renégociés à la baisse tous les ans... au détriment de la masse salariale des entreprises sous-traitantes.

LA COLÈRE DES SALARIÉS

Evidemment, les arguments avancés pour toutes ces régressions sociales sont la crise, le péril des low cost et des compagnies du Golfe qui « nous font perdre des clients »... Aucun ne tient la route. Leur seul but réel et évident est de transférer les richesses créées vers les actionnaires en rognant au maximum la masse salariale. Chez AF-KLM, l'excédent brut d'exploitation (EBITDAR) monte alors que la masse salariale stagne et même descend. L'objectif d'Air France est de baisser la masse salariale de 1 milliard d'euros pour arriver à ce que sa part dans le chiffre d'affaires soit la même que chez Lufthansa et British Airways. Le gain sera évidemment largement accentué par la baisse du prix des carburants.

Ainsi Air France prétend qu'elle doit réduire son activité, mais ce que les personnels voient en pratique, c'est d'une part que l'offre commerciale d'Air France ne cesse de croître, et d'autre part que cette croissance commerciale se fait non pas avec des avions et des personnels Air France, mais en sous-traitant le maximum d'activités (vols, entretien, maintenance, réseau vente) au sein ou à l'extérieur du Groupe Air France. C'est l'un des principaux motifs de colère des salariés de la compagnie. D'autant que les salariés voient également sur les plates-formes que l'emploi se développe dans les sociétés d'assistance et régresse dans les compagnies aériennes.

Le secteur aérien est aujourd'hui le terrain d'une lutte de classe pour récupérer les richesses produites. A Air France, la

colère des salariés monte contre les offensives répétées de la direction, soutenue de façon indéfectible dans sa course au profit par le gouvernement.

LOW COST, COMPAGNIES TRADITIONNELLES: RIVALITÉ OU CONVERGENCE ?

Dans une logique capitaliste, on peut s'attendre à d'étonnantes convergences dans les années qui viennent entre les compagnies traditionnelles, les low cost, et celles du Golfe. Les compagnies traditionnelles copient de plus en plus le modèle low cost dans plusieurs domaines :

- Les règles d'utilisation des personnels navigants sur court et moyen-courrier, en intensifiant l'utilisation des machines, en allongeant les temps de service, en mettant sur pied une flexibilité annuelle.
- Les ressources annexes : toutes les compagnies développent au maximum les «revenus ancillaires», c'est-à-dire les achats complémentaires à celui du billet d'avion (bagages, choix du siège et/ou des films, repas, édition/modification du billet, utilisation du téléphone en vol). Ces revenus peuvent maintenant atteindre plus de 10% du chiffre d'affaires des compagnies. Chez easyJet, c'est 19% du «revenu passager». En 2014, Aéroport de Paris a d'ailleurs réalisé 32% de son chiffre d'affaires avec les ressources venant des commerces et services en aéroport, 10% par les revenus immobiliers... et seulement 58% par les revenus des redevances aéroportuaires.

Des intérêts convergents apparaissent aussi entre les compagnies classiques et les low cost (au-delà de la lutte concurrentielle par la création de leurs propres low cost). Ainsi, Air France multiplie les accords commerciaux avec des low cost : Westjet au Canada, GOL au Brésil, Jetstar en Australie, Flybe en Grande Bretagne. Il s'agit de rabattre de la clientèle sur des vols intercontinentaux à faible coût. Cela vient aussi du fait que les low cost «pures et dures», et isolées, ne vont pas perdurer. Elles ont besoin de l'accès à un GDS (un «système global de distribution», une plate-forme de gestion des réservations) pouvant apparaître pour des vols avec correspondance, et surtout à un programme de fidélisation clientèle, comme il en existe dans les «alliances».

De même, les fameuses compagnies du Golfe savent bien qu'elles ne pourront pas faire longtemps cavalier seul dans un système mondialisé. A côté du «seul contre tous» apparaît donc une autre stratégie. Etihad est en train de nouer

une alliance commerciale et financière avec AF-KLM. Qatar Airways noue des alliances avec British Airways et son alliance One World. Emirates ne suit pas pour l'instant le même chemin, mais a aussi noué des accords avec easyJet, Qantas, Virgin America sur leur programme de fidélisation.

La question pour les syndicats des sala-

tions communes de plus haut niveau en Europe pour les travailleurs de l'aérien, contre le dumping social et contre les réglementations antisyndicales existant notamment mais pas exclusivement chez les low cost, et pour le respect des règles sociales en vigueur dans notre pays pour tous les salariés travaillant ici, quelle que soit leur entreprise ou leur nationalité.



En décembre 2011, les agents de sécurité en grève manifestent à l'intérieur de l'aéroport de Roissy. Photothèque rouge/JMB.

riés des compagnies aériennes n'est donc pas de faire front commun avec leur direction (contre les low cost, contre Aéroports de Paris, contre les compagnies du Golfe...) ou avec leur Etat national, mais bien de lutter contre toutes les attaques sociales visant les emplois, les salaires, les accords et les conventions. Car dans toute la chaîne du transport aérien, la même logique est à l'oeuvre.

Cela va de pair avec l'exigence de conven-

De même, au lieu d'opposer protection de l'environnement, lutte contre les changements climatiques et protection des emplois, les salariés et les syndicats de l'aérien doivent agir contre un développement concurrentiel du secteur qui favorise les nuisances sonores et une lourde pollution, pour une utilisation du transport aérien limité aux longues distances avec des réseaux publics multimodaux. Cela ne pourra pas se faire sans l'appropriation publique du secteur. □

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1995

Le salariat fait irruption sur le devant de la scène

PAR GALIA TRÉPÈRE

En décembre 1995, il y a vingt ans, les salariés du secteur public, par une grève massive soutenue par l'ensemble des travailleurs, infligeaient un camouflet cinglant au gouvernement Juppé. Signe des temps, la victoire remportée par les grévistes l'était dans le cadre d'une lutte défensive et elle n'était que partielle. Le volet Sécu du plan Juppé fut appliqué mais le gouvernement dut remballer son plan contre les retraites des fonctionnaires et les régimes spéciaux, qui fut imposé des années plus tard, après la défaite des mouvements grévistes dans l'Education en 2003, à la SNCF et à la RATP en 2007.

Tout semblait pourtant contre les travailleurs. A l'Assemblée nationale, la coalition gouvernementale de droite RPR-UDF disposait de 492 députés sur 577. Le FN, lui, avait recueilli 12% des voix aux législatives de 1993 et 15% à la présidentielle de mai 95. En 1993, Balladur avait pu faire passer l'allongement de la durée de cotisation des travailleurs du privé à 40 ans sans la moindre réaction des directions syndicales, déjà engluées dans les discussions initiées par le gouvernement de gauche précédent autour du Livre blanc sur les retraites de Rocard.



1981-1995 MITTERRAND À L'OFFENSIVE CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL

C'est que le mouvement de 95 venait en conclusion de quinze années de politiques anti-ouvrières menées par les gouvernements – de gauche ou de cohabitation – mis en place par Mitterrand alors qu'il était président de la République. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, l'offensive des multinationales et des Etats à leur service pour rétablir le taux de profit s'était faite sous la direction de Reagan et That-

cher. En France, c'est Mitterrand et le PS qui en furent les maîtres d'œuvre, épaulés directement par le PCF jusqu'en 1984, puis de façon plus distante après le départ de celui-ci du gouvernement.

Dans les milieux militants et ouvriers, la démoralisation provoquée par la politique de l'Union de la gauche fut terrible. Elle laissa le champ libre à l'influence de l'extrême droite devenue, de groupusculaire qu'elle était, une véritable force électorale. L'effondrement de l'URSS, la chute du Mur de Berlin et des dictatures stalinienne dans les pays de l'Est donnèrent lieu, en France comme partout, à une violente campagne anticommuniste qui visait à promouvoir le capitalisme comme horizon indépassable et à enterrer la lutte de classe et tout espoir de transformation de la société. Au nom d'un «nouvel ordre mondial», furent menées les guerres et interventions impérialistes, en Irak en 1991 contre le «nouvel Hitler», en Somalie en 1992, au Rwanda en 1994. Mais rapidement, il apparut que le capitalisme n'offrait rien de «l'avenir radieux» que ses chantres promettaient aux peuples et aux travailleurs.

1995, UNE ÉTAPE CHARNIÈRE, DES POSSIBILITÉS NOUVELLES

En même temps, l'effondrement du stalinisme qui étouffait toute vie démocratique dans le mouvement ouvrier libérait de nouvelles possibilités tandis que s'opérait, dans une fraction du monde du travail et de la jeunesse, une rupture avec les vieux

partis réformiste, PS et PCF.

Un profond mécontentement s'était accumulé pendant toutes ces années. Le retour de la droite au pouvoir, avec l'élection à la présidence de Chirac et la formation du gouvernement Juppé, libéra nombre de militants de la paralysie des années précédentes.

Le gouvernement Juppé, de son côté, sommé d'agir par les marchés financiers, se fit fort d'imposer un ensemble d'attaques frontales qui heurtaient en outre les intérêts des syndicats gestionnaires des caisses de sécurité sociale. Les cheminots lancèrent la grève et l'étendirent à toutes les entreprises du secteur public avec l'aval des directions syndicales, à l'exception notable de la CFDT.

Pendant plusieurs semaines, des manifestations record aux cris de «Tous ensemble!» virent se mélanger les militants de tous les syndicats et de toutes les catégories professionnelles. Les discussions en assemblées générales, les coordinations locales firent revivre la démocratie ouvrière, redonnèrent leur sens à la lutte collective. C'est ce qui assura la victoire du mouvement malgré l'absence de politique des directions syndicales.

C'est ainsi que novembre-décembre 1995 fut à la fois la conclusion d'une période marquée par la première phase de la mondialisation capitaliste et le déclin du mouvement ouvrier traditionnel, ainsi que l'ouverture d'une nouvelle période marquée par une remontée des luttes sociales. □

Années 1990 : offensive néolibérale et mondialisation capitaliste

PAR PATRICK LE MOAL

*« Le calme relatif de jadis, la vie d'abondance, ne reviendront plus (...) Soit l'Europe donne la priorité à la qualité de la vie et à des Etats-providence coûteux, que le protectionnisme protège du reste du monde; soit elle opte pour une économie ouverte où l'industrie, comme ailleurs, peut produire à des coûts moindres et avec des temps de travail allongés »
(déclaration du directeur de Philips en 1993).*

Après l'effondrement de l'URSS et la fin de la guerre froide, le mythe d'une histoire se faisant dans l'union et la paix n'a pas mis beaucoup de temps à prendre l'eau.

Les années 1980 ont été celles de l'offensive conservatrice néolibérale, avec Reagan et Thatcher. Celle-ci prit toute son ampleur après la chute du Mur, en faisant tomber toutes les barrières mises en place à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale en faveur des classes populaires. La mise en concurrence de tous contre tous, le blocage des salaires, la baisse de leur part dans le revenu natio-

veloppement et la fragmentation. Le marché du capital s'empara des sphères productives les plus rentables. En Allemagne de l'Est, l'absorption dans le cadre capitaliste fut complète. L'agence de privatisation créée en 1990 ferma ses portes en 1994, après avoir bradé les entreprises. Il en a coûté des millions de chômeurs.

L'impérialisme américain devint le seul maître du monde, avec l'ONU pour légitimer politiquement ses interventions militaires. Le premier moment de ce tournant fut la guerre du Golfe en 1990, suivie de celle en Somalie en 1992. Ces guerres, comme celle de Yougoslavie ou le géno-

pression néolibérale l'emportait. Tony Blair, partisan de l'orthodoxie néolibérale, était élu président du Labour.

Dans plusieurs pays européens, comme en France ou en Belgique, l'extrême droite sortit de sa marginalité électorale... En Italie, ce fut le succès en 1994 de la Ligue du Nord et de Forza Italia de Berlusconi.

En même temps quelques lueurs d'espoir apparaissaient.

En Afrique du Sud, 1994 fut l'année de la victoire de l'ANC. C'était la fin de l'apartheid. Mais malgré quelques mesures ponctuelles pour les plus pauvres, comme la distribution de nourriture dans les écoles ou les soins gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de six ans, s'installa un gouvernement d'unité nationale pour lequel les revendications populaires, essentielles pour les masses noires opprimées, n'étaient pas prioritaires.

Au Mexique, dans l'Etat du Chiapas, pour « le travail, la terre, le droit à un toit, à l'alimentation, à la santé et l'éducation, à l'indépendance, la démocratie, la justice et la paix », les indigènes et paysans regroupés dans l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) s'engageaient le 1^{er} janvier 1994 dans la lutte armée, prenant le contrôle de quatre villes principales avant d'occuper 38 municipalités. Immédiatement, une offensive policière et militaire était déclenchée contre l'EZLN, avec l'entrée de troupes et des bombardements.

Mais les forces d'émancipation, malgré quelques avancées, malgré les débats comme ceux du Forum de Sao Paulo en mai 1995, n'étaient pas en mesure de représenter une alternative de quelque crédibilité à cette offensive capitaliste, à ce modèle néolibéral. □



Novembre 1989, le mur de Berlin tombe. DR.

nal, le processus de nivellement par le bas des conditions d'existence devinrent des évidences. Au niveau européen, la monnaie commune était en marche, et le démantèlement des Etats-providence se généralisait: il y avait déjà plus de 20 millions de chômeurs et 50 millions de pauvres.

Le processus de restauration capitaliste, de la Hongrie à l'ex-URSS en passant par l'ex-Yougoslavie, imposait à ces pays les critères et les rapports sociaux du libre-échange, les engageant dans le sous-dé-

cide rwandais face auquel les Etats impérialistes n'intervinrent pas, du moins de manière officielle, mettaient à mal l'idée d'un avenir radieux sous le capitalisme triomphant.

La chute du mur de Berlin a aussi marqué une défaite historique du stalinisme, plongeant les partis communistes dans une crise durable. Ils s'émiettèrent dans divers parcours vers la social-démocratie avec des résultats très limités, le contexte ne permettant pas la réussite d'une telle mutation. Dans la social-démocratie, la

1981-1995

Quand Mitterrand et la gauche mettaient en œuvre la première phase

Lorsque la gauche arriva au pouvoir en 1981, les conséquences du choc pétrolier de 1973 et de la crise du dollar plongeait l'économie mondiale dans la crise. Pour la bourgeoisie, il était urgent de restaurer les taux de profits, de « libéraliser » l'économie et pour cela de briser les résistances.

En août 1981, aux USA, Reagan licenciat 11 500 contrôleurs aériens en grève pour les salaires. En Angleterre, le gouvernement Thatcher menait une offensive tout aussi brutale, comme en témoignera la répression de la grève des mineurs en 1984-85 (21 000 emplois supprimés). En France, c'est un gouvernement de gauche, avec quatre ministres communistes, qui accomplit cette tâche.

1982-83 : « TOURNANT DE LA RIGUEUR » ET DÉBUT DE RESTRUCTURATION DE L'ÉCONOMIE

Les choses allèrent vite : le 13 juin 1982, au congrès de la CGT réuni à Lille, le premier ministre Mauroy annonçait le début de l'austérité, le « blocage des prix et des salaires », sifflé par une partie des délégués. Un blocage qui ne sera que celui des salaires, l'inflation se montant à 9,7% en 1982.

Alors qu'il y avait plus de deux millions de chômeurs, les indemnités de chômage étaient diminuées et les cotisations augmentées ; de premières baisses de remboursement de médicaments avaient lieu, le forfait hospitalier était instauré... En mars 1983, le gouvernement annonça une baisse drastique des dépenses publiques et une hausse de la fiscalité, la création de taxes sur le tabac et l'alcool, une hausse de la taxe sur l'essence, celle de nombreux tarifs publics. Ce fut le « tournant de la rigueur ». Delors, ministre des finances, expliquait alors : « l'effort doit être massif [...] Il y va de la réussite de l'effort que nous faisons pour moderniser notre appareil de production afin de demeurer dans le peloton de tête des nations [...] Le plus important, c'est d'acheter français [...], c'est de muscler notre appareil de production de façon à devenir de meilleurs exportateurs ».

C'est ce à quoi le gouvernement s'attela en restructurant en profondeur l'économie aux frais de l'Etat... La loi de natio-

nalisation de février 1982 permit au patronat de vendre à prix d'or des entreprises en difficulté tout en confiant à l'Etat (outre le paiement des dettes, épongées avec l'argent public) les restructurations et les investissements nécessaires pour faire face à la concurrence et restaurer les profits. Cinq grands groupes industriels (près de 20% de l'industrie française), 39 banques et deux compagnies financières passèrent ainsi dans le giron de l'Etat, dont la dette s'enleva.

DEUX ANS D'AFFRONTEMENT DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

De la fin 1981 au début 1984, une vague de grèves longues et déterminées, dont plusieurs victorieuses, toucha l'industrie automobile, un secteur particulièrement frappé par la crise et les restructurations. Ce mouvement mit sur le devant de la scène les OS des chaînes de montage, dont la très grande majorité étaient des travailleurs immigrés.

En octobre 1981, les premiers à partir furent les ouvriers de Peugeot Sochaux. Au printemps 1982, le mouvement gagna Citroën Aulnay et d'autres usines du groupe. Puis c'est Talbot Poissy (qui n'avait pas connu d'arrêt de travail depuis 30 ans) qui fut bloquée. Là, les grévistes affrontèrent les commandos de la CSL, le syndicat patronal, et les firent reculer. Les usines Renault, Chausson, Fiat furent à leur tour concernées avec à chaque fois des milliers de salariés en lutte pour les mêmes revendications, le respect « de la dignité » : les conditions de travail, les salaires, le droit syndical. En juillet 1983, le groupe Peugeot-Talbot annonça un plan de 7200 suppressions d'emplois dont 2900 licenciements secs. L'usine de Poissy, la plus touchée, repartit en grève. Le gouvernement « offrit » alors sa médiation... pour valider 1905 licenciements et des milliers de pré-

traites. Seule la CFDT appela à la poursuite de la grève, la CGT disant vouloir un compromis. Mais plusieurs milliers d'OS continuèrent la grève et l'occupation, malgré l'isolement et la campagne raciste qui s'intensifiait. Le 5 janvier 1984, 2000 d'entre eux étaient violemment pris à partie par des commandos de la CSL venus « libérer » l'usine avec l'aide de nervis d'extrême-droite. La police prenait position dans l'usine. Le mouvement ne parvint pas à aller plus loin.

Durant toute cette période, une campagne raciste fut orchestrée non seulement par l'extrême droite mais aussi par le gouvernement, pour tenter d'isoler les grévistes. Pour Deferre, ministre de l'intérieur, « il s'agit d'intégristes chiïtes » ; se-



Mitterrand avec Mauroy, son premier ministre entre 1981 et 1984. DR.

lon Auroux, le ministre du travail, « il y a à l'évidence une donnée religieuse et intégriste dans les conflits » ; quant à Mauroy, il parlait de « grève des ayatollahs », de

de l'offensive libérale

PAR ISABELLE UFFERTE

grévistes « agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises »... Le même affirmait en septembre 1981: « les patrons comprendront-ils que la gauche apporte aux entrepreneurs ce que la droite n'a jamais pu leur assurer: un climat social de négociation et non d'affrontement? »

La défaite de Talbot marqua dès lors un tournant. Dans les mois suivants, les restructurations s'amplifièrent dans tous les secteurs, en premier lieu dans les entreprises nationalisées: 20 000 emplois supprimés dans la sidérurgie, 7000 dans les chantiers navals, 4000 aux charbonnages...

1986, PREMIÈRE « COHABITATION », LA JEUNESSE ET LES SALARIÉS REPRENENT L'OFFENSIVE

Les élections européennes de 1984 furent une déroute pour le PS et le PCF, alors que le FN y obtenait près de 11%. Le PCF quitta le gouvernement. Deux ans plus tard, la droite remporta les lé-



gislatives. Ce fut la première cohabitation: Chirac devint premier ministre de Mitterrand et décida alors la privatisation de quinze groupes publics. Le pa-

tronat reprit possession d'outils de production restructurés et modernisés avec les fonds publics.

Le retour de la droite s'accompagna d'un regain des luttes. En novembre 1986, les étudiants descendirent dans la rue contre le ministre Devaquet et une université à deux vitesses. Le mouvement s'organisa en « coordinations ». Un million de lycéens et d'étudiants manifestèrent à Paris. Le 6 décembre, en marge d'une manifestation, Malik Oussékine mourait sous les coups des « voltigeurs » (policiers en moto chargés de « nettoyer » les rues). Deux jours plus tard, Devaquet démissionnait, Chirac retirait son projet. Les voltigeurs étaient dessous.

Dans la foulée, à la SNCF, une grève pour les salaires bloqua le pays durant 29 jours. Les cheminots s'organisèrent à leur tour en coordinations démocratiques. La grève se généralisa sans que les syndicats y aient appelé, touchant 90% des roulants, 70% des sédentaires en pleines vacances de Noël. Mais malgré sa puissance, le mouvement ne parvint pas à s'étendre au-delà et à faire reculer le gouvernement.

DEUXIÈME SEPTENNAT: « OUVERTURE », INSTABILITÉ ET NOUVELLE COHABITATION

Mitterrand fut réélu en 1988, au lendemain d'un krach boursier qui ouvrait une nouvelle étape de la crise mondiale et de l'offensive contre les travailleurs. Le PS n'obtenant qu'une majorité relative au parlement, Rocard prit alors la tête d'un gouvernement « d'ouverture » avec sept ministres UDF.

Il fut de suite confronté à une grève d'infirmières. Aux cris de « ni nonnes, ni bonnes, ni connes », elles revendiquaient 2000 francs d'augmentation et la reconnaissance de leur diplôme. Si ce mouvement marqué par le corporatisme ne s'étendit que partiellement aux autres salariés de la santé, il se caractérisa aussi par sa popularité et son organisation démocratique qui fit sa force: des coordinations prises en main par les grévistes elles-mêmes tandis que les syndicats restaient en marge. Les blouses

blanches inondèrent les villes et contraignirent Rocard à reculer.

Le gouvernement n'en accentua pas moins l'offensive libérale: en 1990, Quilès, ministre des postes et télécommunications, scindait en deux les PTT avec le soutien de la CFDT, premier pas vers la privatisation. La même année, Rocard instaurait la CSG et commandait le « livre blanc sur les retraites » qui préparait les attaques à venir.

Edith Cresson lui succéda en 1991. Première et seule femme premier ministre en France, son gouvernement organisa la chasse aux immigrés clandestins et les premiers « charters », sur fond de guerre du Golfe.

En 1992, nouvelle déroute aux élections régionales et nouveau gouvernement. Bérégovoy fit alors entrer au ministère de la ville un protégé de Mitterrand: Tapie, tout un symbole. Le milliardaire qui prétendait « réconcilier les français et l'entreprise » avait fait fortune en rachetant des entreprises en dépôt de bilan qu'il restructurait à coup de licenciements... ou liquidait. Manufrance, Terraillon, Testut, Wonder, Adidas (revendu ensuite par le biais du Crédit lyonnais) sont passés dans son escarcelle. En mai 1992, inculpé de complicité d'abus et de recel de biens sociaux, il était contraint de démissionner... mais était rappelé en décembre.

Le PS sortit laminé des législatives de 1993: il n'avait plus que 52 députés sur 577. La deuxième cohabitation démarra comme la première par de nouvelles privatisations et Balladur enchaîna en allongeant la durée de cotisations retraites à 40 ans dans le privé, sans quasiment de réaction syndicale.

C'est la jeunesse lycéenne qui se mobilisa à nouveau, en imposant le retrait du CIP (contrat d'insertion professionnelle) instaurant un SMIC jeune amputé de 20% et dont les décrets d'application étaient pourtant parus. L'audace de la jeunesse fut contagieuse, le mouvement prit de l'ampleur, rejoint cette fois par les syndicats de salariés, obligeant le gouvernement à faire voter en août 1994 l'abrogation de la loi... Une victoire qui redonna confiance. □

Une période marquée par le recul du et la montée des idées réactionnaires

De l'élection de Mitterrand à la fin de l'URSS, une décennie s'est écoulée mais pour celles et ceux qui se battaient pour l'émancipation sociale, elle a semblé durer un siècle. Défaites ouvrières, explosion des inégalités sociales, montée du Front national, effondrement des effectifs militants des partis et des syndicats ouvriers, pression idéologique énorme sur celles et ceux qui tentaient de préserver l'esprit révolutionnaire...

Toute forme de résistance collective était frappée d'interdit, diabolisée comme ayant partie liée avec le stalinisme et l'horreur du goulag ou présentée comme ringarde et rabat-joie face à l'omniprésence de la jouissance entrepreneuriale. C'était le règne des « nouveaux philosophes ». Les Bernard-Henry Lévy, André Glucksmann, Jacques Attali, Alain Finkielkraut, Laurent Joffrin, Luc Ferry, Pascal Bruckner et autre Jacques Julliard faisaient main basse sur la vie intellectuelle. Ils enterraient Marx et le communisme, la pensée critique, la contestation et prônaient la soumission aux lois du marché et à l'argent roi.

L'ANTICOMMUNISME, MOTEUR DU ROULEAU COMPRESSEUR IDÉOLOGIQUE DOMINANT

Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin commençait à craquer sous le poids des foules de Berlin Est. Certains s'empresaient de crier à la « fin de l'histoire »¹ et d'emblée, en France, l'analyse dominante de l'écroulement du bloc soviétique mettait clairement en cause toutes les idées anticapitalistes et révolutionnaires.

Durant toute l'année 1989, l'historien François Furet, au terme d'un itinéraire individuel qui l'avait conduit du communisme stalinien au libéralisme économique, profitait du bicentenaire de la Révolution française pour défendre sa conception d'une révolution par en haut, dans laquelle l'intervention du peuple n'aurait pas été synonyme de fureur criminelle et terroriste². Pour lui, « en renversant le communisme, les Russes [...] liquident aussi la tradition révolutionnaire de l'Europe depuis deux siècles »³. De 1789 à 1989, la boucle était donc bouclée, le temps où le peuple se levait pour changer

le régime était fini, et les mouvements politiques qui ne l'avaient pas compris n'étaient que d'indécrottables archaïsmes.

La célébration du défilé du bicentenaire de la Révolution française était confiée au publicitaire Jean-Paul Goude qui réalisait un gigantesque patchwork historique en technicolor, conçu comme un spot publicitaire : non seulement la Révolution française était terminée, comme les historiens conservateurs le répétaient en boucle, en assurant que la parenthèse de la lutte de classes était refermée et en comparant la Terreur de 1793 aux goulags staliniens, mais elle était célébrée comme un défilé de mode, avec strass et paillettes. Alors que les années 1980 avaient vu s'envoler le chômage, la pauvreté, la précarité, les thuriféraires de l'ordre capitaliste se croyaient tout permis : la révolution était rangée au rayon des accessoires de cinéma.

LE DÉCLIN DU PCF ET LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER

Cette euphorie pro-capitaliste décomplexée trouvait son ancrage dans la crise profonde qui frappait alors le mouvement ouvrier, et dont le déclin du Parti communiste dans les années 1980 était l'expression la plus visible. Il faut rappeler que l'élection de Mitterrand en 1981 fut à la fois permise par la désaffection d'une partie de l'électorat de droite à l'égard de Giscard d'Estaing au second tour et par l'assurance acquise par la bourgeoisie que Mitterrand, au regard de son passé d'homme d'Etat, notamment au temps des guerres coloniales, ne « changerait pas la vie » malgré le slogan de sa campagne.

Pour faire du Parti socialiste un ascenseur électoral efficace au service de son

ambition personnelle, Mitterrand dut le doter d'un discours radical et s'assurer du concours du Parti communiste, principal réservoir de voix dans les milieux ouvriers et populaires. Mais pourquoi ceux-ci auraient-ils continué à soutenir et voter pour le PCF, si l'essentiel, c'était la victoire des socialistes ? De 1972 à 1981, malgré des valse-hésitations du PCF, notamment sa rupture en 1977 avec le programme commun, le pacte PS-PCF pour un gouvernement de gauche fut à la fois une grande réussite pour Mitterrand et un grand désastre électoral pour le PCF qui perdit au fil des années sa suprématie en voix sur le PS, pour descendre à 15% au premier tour des présidentielles de 1981, le plus faible score du PCF depuis la fin de la seconde guerre mondiale, à dix points derrière Mitterrand.

Nul ne pouvait plus accuser Mitterrand d'être l'otage d'un PCF affaibli : « pour me permettre d'arriver au pouvoir, dit-il au dirigeant du PCF Marcel Rigout, il fallait que votre parti soit diminué par rapport au mien, sinon les gens auraient eu peur. Mais je me suis trompé, je vous voyais à 18%, je n'avais pas imaginé que Marchais vous ferait tomber si bas. Vous m'avez trop aidé. »⁴ En juin 1982, un an à peine après l'élection de Mitterrand, ce fut le « tournant de la rigueur » et le début des mesures anti-ouvrières de la gauche gouvernementale. Le résultat des élections européennes de juin 1984 illustra alors le prix électoral payé par le PCF pour sa participation ministérielle : son score de 11% traduisait une perte de deux millions de voix par rapport aux élections européennes de 1979.

Du côté des effectifs militants, c'était la Bérézina. Si l'on situe l'apogée militante du PCF en 1978, avec 700 000 adhérents revendiqués (sans doute autour de 500

mouvement ouvrier

PAR MARIE-HÉLÈNE DUVERGER

ooo en réalité), la baisse la plus brutale des effectifs eut lieu suite à la participation gouvernementale des années 1980 (donc bien avant la chute du Mur et la fin de l'URSS), puisqu'en 1987, le PCF revendiquait plus que 330 000 militants. Ce chiffre tomba à 280 000 environ en 1995. La CGT s'est également effondrée, passant de deux millions d'adhérents avant 1981 à 600 000 dix ans plus tard. En 1993, la gauche subit une défaite cui-

blement les militants du PCF, les militants syndicaux et les travailleurs eux-mêmes.

LE FRONT NATIONAL DEVIENT INCONTOURNABLE

Jusqu'en 1981, le Front national était un groupuscule rassemblant des nostalgiques de l'Algérie française, des ex-pétainistes. Jean-Marie Le Pen avait obtenu 0,72% des voix à l'élection

entre Français et étrangers, et asséna les thèses les plus réactionnaires et démagogiques comme le rétablissement de la peine de mort et la mise à l'isolement des malades du SIDA. Le Pen compara les chambres à gaz à un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale (propos pour lesquels il ne sera condamné qu'en 1991 pour « banalisation de crimes contre l'humanité »).

Aux élections municipales de 1989, les résultats du FN témoignèrent du début d'un enracinement local dans un nombre significatif de villes et départements, notamment dans le sud-est et le nord. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, Le Pen obtint 15% des voix. Le 1^{er} mai, à Paris, entre les deux tours, Brahim Bouarram était poussé par des militants du FN dans la Seine, où il se noyait. Ce crime venait sanctionner dix ans de progression électorale du parti d'extrême droite, de ses idées nauséabondes et de surenchère sur le terrain de l'immigration et de l'insécurité de la part du monde politicien.

Les sentiments et les actes racistes ne sont pas nés avec le développement de l'extrême droite lepéniste. Mais ce racisme et cette xénophobie ont trouvé une expression politique alors que

la gauche était au pouvoir depuis 1981. Ce n'est pas un hasard : le rapport entre immigration et chômage avait d'autant plus d'écho que la gauche s'était montrée incapable de contenir la progression du chômage, que ses mesures, bien au contraire, ont aggravé. Le succès du Front national était l'indice incontestable d'un changement de rapport de forces politique plus général, les idées réactionnaires trouvant une expression politique alors que la classe ouvrière, elle, se dépolitisait et ne croyait plus en sa propre force.

L'irruption du mouvement de novembre-décembre 1995 allait alors rompre cette spirale infernale. □

1 Francis Fukuyama, « La Fin de l'histoire et le dernier homme », Paris, 1992.

2 François Furet et Mona Ozouf, « Dictionnaire critique de la révolution française », Paris, 1988.

3 François Furet dans *Libération*, 27 août 1991.

4 Cité dans P. Favier et M. Martin-Rolland, « La décennie Mitterrand », Le Seuil, 1991.



La plaque commémorative en souvenir de Brahim Bouarram, près du pont du Carrousel sur les quais de Seine. DR.

sante aux élections législatives car la réélection de Mitterrand en 1988 avait encore accéléré l'adhésion de la gauche gouvernementale au social-libéralisme. Malgré la poursuite de la crise du système capitaliste, avec un chômage de masse qui touchait 3,3 millions de personnes en 1993, Rocard, Cresson, puis Bérégovoy menèrent ouvertement la politique voulue par les grands capitalistes. Une décennie de gouvernements de gauche se révéla désastreuse pour les travailleurs. Elle discrédita les idées du mouvement ouvrier et entraîna chez beaucoup de militants la conviction qu'il n'y avait pas d'autre politique possible que de s'incliner devant les lois du marché capitaliste. Cette perte de repères de classe et cette absence d'espoir en une société plus humaine démoralisa alors considéra-

présidentielle de 1974, et n'avait pas réussi à se présenter en 1981. La première percée électorale du Front national se fit en 1983 lors des élections municipales, notamment avec les scores de Le Pen à Paris et de Stirbois à Dreux. C'est aux élections européennes de 1984 que le FN réalisa un score inédit lors d'un scrutin national avec 10,95% et deux millions d'électeurs : dix députés frontistes entrèrent au Parlement européen.

Deux ans plus tard, les élections législatives et régionales consacraient le FN qui faisait son entrée à l'Assemblée nationale avec 35 députés et obtenait 137 sièges de conseillers régionaux. La candidature de Le Pen aux présidentielles de 1988 se plaça sans fard sous le signe du racisme et de la xénophobie, en prônant l'expulsion des chômeurs immigrés, la séparation des caisses de Sécu

20 ans après, que reste-t-il du « plan Juppé » ?

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

Malgré le recul que la mobilisation lui avait imposé sur les retraites, le plan Juppé a ouvert une brèche qui n'a cessé de s'approfondir. Toutes les contre-réformes de la protection sociale, menées par les gouvernements de gauche comme de droite, ont depuis creusé le même sillon.

Lorsque, le 15 novembre 1995, Alain Juppé dévoile à la tribune de l'Assemblée Nationale son « plan de réforme de la Sécurité sociale », il reçoit un véritable triomphe. Au sein de la droite et du patronat on s'enthousiasme pour un plan « ambitieux » allant au-delà des « replâtrages ».

Quant au PS, dans l'opposition, il est pour le moins embarrassé. Au sein du mouvement syndical, la CFDT, dirigée par Nicole Notat apportera de bout en bout un soutien indéfectible à Juppé et à son gouvernement.

Ce consensus n'est pas surprenant : Juppé avait formulé un projet global de contre-réforme libérale de la protection sociale répondant aux exigences des politiques d'austérité pratiquées dans toute l'Union européenne, par les gouvernements de droite comme de gauche. Il n'est pas étonnant dès lors que, de Jospin à Hollande en passant par Chirac et Sarkozy, toutes les « réformes » de la sécurité sociale qui suivirent aient consisté soit à réintroduire des mesures abandonnées en 1995, face au mouvement gréviste, soit à s'appuyer sur le plan Juppé pour le prolonger et l'aggraver.

Toutefois, la classe dirigeante et son personnel politique de droite et de gauche surent aussi, à leur manière, tirer les leçons des événements de 95. Imposer par surprise un plan global s'était avéré une méthode dangereuse. Aucun gouvernement ne s'y hasarda par la suite. Afin d'éviter des confrontations sociales d'ampleur, tous poursuivirent une « privatisation rampante » en échelonnant et en segmentant les « réformes » afin de les banaliser et de diviser les salariés. Même s'ils n'y sont pas toujours parvenus, comme l'ont montré les mouvements du printemps 2003 et de l'automne 2010.

LES PRÉCURSEURS :

ROCARD ET BALLADUR

Le soutien ouvert d'une partie du PS (la « deuxième gauche » rocardienne) et de la direction de la CFDT au plan Juppé vient de loin. C'est en effet à Michel Rocard, premier ministre socialiste de juin 1988 à mai 1991, que l'on doit le premier projet complet de contre-réforme de la protection sociale et le début de sa mise en œuvre avec en particulier la création de la contribution sociale généralisée (CSG) en remplacement d'une partie des cotisations sociales, ainsi que l'instauration du RMI, se substituant à une partie des allocations chômage. Rocard fut également à l'origine d'un « livre blanc » sur les retraites, qui inspira toutes les contre-réformes qui suivirent, mais qu'il n'eut pas le temps d'appliquer. Ce courant idéologique, influent dans le PS et hégémonique dans la direction de la CFDT, ne pouvait désavouer chez Juppé ce qu'il avait défendu auparavant. Tout au plus pouvait-il critiquer la méthode employée.

La droite revenue aux affaires prit donc le relais avec le gouvernement dirigé par Balladur qui imposa, sans réaction significative, au cours de l'été 1993, la première contre-réforme des retraites pour les salariés du privé (allongement de la durée de cotisation, calcul plus défavorable des pensions). La voie pouvait alors sembler libre pour une offensive éclair. C'est du moins l'appréciation que porta le tandem Chirac-Juppé.

AUX CLASSES POPULAIRES DE PAYER

C'est avant tout autour de la défense de retraites que s'est développée la mobilisation de novembre-décembre 1995, alors que le plan Juppé s'attaquait à tous les aspects de la sécurité sociale. Rappelons-en ici les différentes facettes.

Le plan Juppé, c'est d'abord une ponction massive sur les revenus des classes populaires. Les salariés, retraités, chômeurs et leurs familles étaient mis à contribution

pour 82 milliards de francs de l'époque (12,6 milliards d'euros) de prélèvements supplémentaires. C'est sur eux que reposait à 88,7% « l'effort » exigé, le reste se répartissant en 6,9% pour les médecins, 3,2% pour les entreprises et 1% pour les revenus financiers. Ces chiffres réduisent à néant les arguties du gouvernement et de la CFDT parlant d'un effort « équitablement réparti ».

Le « remboursement de la dette sociale » (RDS) pesait sur l'ensemble des ménages, tout comme l'augmentation du taux de la CSG. Les allocations familiales étaient désormais intégrées au calcul de l'impôt sur le revenu, rendant ainsi 300 000 familles imposables. Enfin, les retraités imposables et les chômeurs dont l'allocation était supérieure au SMIC voyaient augmenter leurs cotisations maladie.

L'ÉTAT RAFLE LA MISE

« En décidant que le Parlement allait donner les orientations de la protection sociale, il [l'Etat] rafle les 2 200 milliards de francs constitués par les cotisations sociales. »

Cette formule de l'ancien dirigeant de FO, Marc Blondel, est pertinente, quelles qu'en soient les arrière-pensées.

La Sécurité sociale a été fondée en 1945 comme institution autonome, indépendante de l'Etat, chargée de gérer les cotisations sociales c'est-à-dire la partie « socialisée » du salaire finançant la protection sociale. En toute logique, la gestion de cette mutuelle unique universelle et obligatoire aurait dû revenir aux représentants élus des assurés sociaux et à eux seuls. Dès l'origine les patrons y ont néanmoins été admis de manière minoritaire (un quart).

Au fil des années, les élections des administrateurs ont disparu, le « paritarisme » a permis au patronat de gérer l'institution avec la participation complaisante d'un syndicat minoritaire (FO), la tutelle de l'Etat n'a cessé de se renforcer tant sur la

gestion que sur la nomination des cadres dirigeants. La «gestion ouvrière» des origines n'est plus devenue que l'ombre d'elle-même.

Le plan Juppé, avec l'instauration des lois de financement de la sécurité sociale (LFSS) votées chaque année par le parlement, n'en marque pas moins une rupture. C'est désormais l'Etat qui fixe, par avance, les dépenses de sécurité sociale en fonction d'objectifs financiers prédéterminés. Dans le cadre des politiques d'austérité, il n'est plus question d'adapter les dépenses aux besoins en augmentant, si nécessaire, la part des cotisations sociales versée par les employeurs, mais de réduire celles-ci, en contenant les dépenses dans le cadre d'enveloppes fermées décidées par l'Etat.

Pour la santé, un Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) est fixé. Dès lors, la présence de représentants des salariés au sein des caisses de sécurité sociale n'a plus d'autre fonction que de cautionner l'application de l'austérité. A l'étatisation de la sécurité sociale correspond de manière cohérente l'extension de la CSG, un impôt se substituant aux cotisations sociales.

L'INVENTION DE LA «DETTE SOCIALE»

Avec l'invention de la «dette sociale» Juppé a opéré un fabuleux tour de passe-passe. Il a transformé le «déficit» de la sécurité sociale, conséquence d'une insuffisance de financement, des exonérations de cotisations ou de leur non paiement par les employeurs, en une «dette» que les salariés, retraités ou malades, insouciantes et dépensiers, devraient désormais payer pour ne pas la laisser à leurs enfants.

Mais, comme pour la dette grecque, si les classes populaires sont mises à contribution, la «dette sociale» s'avère une affaire très juteuse pour les banques. Dans l'attente de son apurement définitif initialement fixé à 2009 et aujourd'hui reporté à... 2025, la Caisse d'amortissement de la dette sociale, alimentée par une cotisation de 0,5% du salaire, la CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale), émet des emprunts sur les marchés internationaux dont les banques touchent les intérêts.

Après la contre-réforme imposée par Balladur aux retraites du privé, Juppé voulait au nom de «l'équité» faire subir le même sort aux fonctionnaires et aux salariés des «régimes spéciaux» (SNCF, EDF...). C'est cette partie de la réforme qui a mis le feu aux poudres, et sur laquelle le gouvernement a dû faire machine arrière.

SANTÉ ET HÔPITAL: UN VOLET ESSENTIEL ET MÉCONNU

Aspect majeur de la réforme Juppé, ce volet a été imposé en 1995 sans aucun recul. L'instauration d'enveloppes fermées impose une maîtrise comptable des dépenses de santé, même si elle se prétend «médicalisée».

Celle-ci s'adresse en théorie tant aux médecins libéraux qu'au secteur hospitalier. L'activité de la médecine de ville est encadrée et ne doit pas dépasser un certain volume, ce qui déclenche une mobilisation des syndicats de médecins libéraux contre «l'étatisation». Mais dans la réalité, ce volet de la réforme Juppé restera assez limité. A l'inverse, la création des Agences régionales de l'hospitalisation, avec à leur tête un directeur tout-puissant, dotait le pouvoir politique d'un «bras armé». Ces agences peuvent désormais restreindre les budgets hospitaliers, organiser les fermetures et restructurations de services, répartir à leur gré les crédits entre établissements publics et privés.

Avec la mise en place de procédures d'évaluation, d'accréditation de contractualisation, le plan Juppé se dotait des moyens pour transformer l'hôpital en entreprise «rentable» et économiquement «efficiente», et pour réduire sa place prépondérante dans le système de santé. Il jetait également les bases de «filiales» et «réseaux» de soins concurrentiels, outils de la privatisation.

Toutes ces pistes ont ensuite été élargies

et approfondies par les gouvernements suivants (plan «Hôpital 2007» de Chirac, loi «Bachelot» de Sarkozy, loi «Touraine» de Hollande).

«ÉTATISTE» OU LIBÉRAL?

A l'époque, le plan Juppé fut dénoncé par les syndicats de médecins libéraux qui y virent le «Gosplan» soviétique (!) et par des économistes ultralibéraux. A l'inverse, les défenseurs «de gauche» de ce plan approuvaient une nécessaire «régulation», seule capable de «sauver» un système menacé par l'explosion des dépenses.

Dans les deux cas, c'était faire un contresens complet, que l'on retrouve d'ailleurs aujourd'hui au sujet de la «loi Touraine». Si pour Juppé hier, comme pour Hollande et Touraine, l'Etat intervient pour «réguler» les dépenses et organiser le système de santé, c'est dans le but de réduire la part du financement public et socialisé dans le cadre des politiques d'austérité, en ouvrant ainsi un large espace à l'investissement des capitaux privés (assurances, chaînes de cliniques...).

L'intervention préalable de l'Etat bourgeois pour restreindre et démanteler la protection sociale et l'hôpital n'est pas l'opposé de la privatisation, il en est au contraire la condition nécessaire. C'est pour ces raisons que le plan Juppé devait être combattu hier, comme doivent l'être aujourd'hui les contre-réformes de Hollande, Valls et Touraine. □



DR. Le premier ministre «droit dans ses bottes» avait déclaré le 15 novembre que «si deux millions de personnes descendent dans la rue, mon gouvernement n'y résisterait pas.» Les manifestants se lancèrent alors le défi et firent le plaisir de remporter ce «Juppéthon». Un an et demi plus tard, la victoire surprise de la «gauche plurielle» de Jospin aux législatives anticipées de 1997 fut en grande partie un effet différé de cette défaite infligée à la droite sur le terrain social.

Novembre-décembre 95, «Tous ensemble» contre le plan Juppé

PAR DANIEL MINVIELLE

L'annonce par Juppé de son plan, le 15 novembre 1995, a déclenché le plus important mouvement de grèves et de manifestations en France depuis Mai 68. Retour sur cette séquence de près d'un mois qui a alors profondément ébranlé la vie politique et sociale.

Les grèves dans les services publics de transport bloquèrent le pays. La grève toucha la Poste, l'Éducation nationale, etc. Les manifestations s'enchaînèrent à travers tout le pays, rassemblant jusqu'à plus de deux millions de personnes. Le mouvement jouit du soutien d'une grande partie de la population et beaucoup de travailleurs du privé se joignirent aux manifestations. Selon le ministère du travail, il y eut alors cinq millions de journées de grève, quatre dans la fonction publique, un dans le privé et le semi-public. Le 15 décembre, un mois après l'annonce de son plan, Juppé retirait les mesures visant les retraites des fonctionnaires et des agents de la fonction publique, ainsi que les régimes spéciaux. Il maintenait cependant ses réformes de la sécurité sociale.

UNE REMONTÉE DES LUTTES...

Ce mouvement s'est inscrit dans une évolution du climat social qui accompagnait le retour de la droite au pouvoir depuis 1993. Cela avait été le cas du mouvement de la jeunesse contre le CIP (contrat d'insertion professionnelle) de Balladur, en 1994. Cela s'était traduit aussi, en mars 1994 et alors que le taux de chômage dépassait les 12%, par des «marches de chômeurs et précaires» organisées à l'initiative d'AC! (Agir ensemble contre le chômage), constitué en octobre 1993 pour «en finir avec la résignation et l'exclusion, pour une autre répartition du temps de travail et des richesses, pour créer des emplois, changer de logique...».

Depuis le début 1995, un conflit perdurait à la SNCF contre un «contrat de plan» qui, sous prétexte de réduction des déficits et de la dette, menaçait les statuts des cheminots et envisageait de

transférer aux Régions l'exploitation de 6000 km de lignes dites secondaires. Le 4 février 1995, des manifestations de défense de la Sécu organisées, entre autres, par la CGT et la FSU avaient réuni plus de 100 000 manifestants. S'y ajoutaient des luttes pour les salaires, comme à Renault. Les profits prospéraient et lorsque la direction proposa 1% d'augmentation des salaires, ce fut la colère. Une grève, partie de la base, commença le 7 mars. Plus ou moins suivie selon les centres, elle dura près de 10 semaines mais ne parvint pas à faire reculer la direction. Le 27 avril, au premier tour de l'élection présidentielle, Arlette Laguiller obtenait 5,3% des voix.

Cette évolution du climat social était significative d'une montée de la contestation sociale face aux attaques menées par la droite au pouvoir, mais aussi de la conscience, chez bien des travailleurs, chômeurs et jeunes, que pour s'y opposer on ne pouvait compter ni sur les partis de gauche, totalement déconsidérés par leur passage au pouvoir, ni sur les principales organisations syndicales qui, après avoir accompagné les offensives de la gauche au pouvoir, n'organisaient aucune riposte sérieuse à celles de Balladur.

C'est dans ce contexte que, le 17 mai, Chirac devint président de la République et que Juppé entra en fonctions comme premier ministre. Chirac avait fait campagne contre la «fracture sociale». Il avait posé comme «priorité absolue» la lutte contre le chômage, promis la réduction des dépenses publiques et des impôts, l'augmentation des salaires, une meilleure gestion des dépenses de santé et de la protection sociale, une réforme hospitalière. On n'allait pas tarder à voir la traduction concrète de ces promesses.

... ACCENTUÉE PAR LA BRUTALITÉ DE L'OFFENSIVE DE JUPPÉ

Pour Juppé, il s'agissait bien évidemment de poursuivre la politique de ses prédécesseurs. Il pense pouvoir en accélérer le rythme et s'en prendre aux soi-disant «privilèges» des fonctionnaires et des salariés des entreprises publiques.

Les coups s'enchaînèrent : 4 septembre, blocage des salaires des fonctionnaires ; 10 octobre, Chirac et Juppé disent vouloir aligner les retraites des fonctionnaires sur celles du privé et réformer le financement de la Sécu ; 16 octobre, le forfait hospitalier passe de 55 à 70 francs ; 15 novembre, annonce du plan Juppé, suivie un peu plus tard de l'annonce par Fillon, ministre de la Poste, de son intention de mettre fin au monopole du service public et d'ouvrir son capital, puis par celle d'Arthuis, ministre des finances, qui veut supprimer l'abattement de 20% dont bénéficient tous les salariés qui paient l'impôt sur le revenu...

Juppé pensait certainement que la brutalité de sa méthode, associée à l'inertie de confédérations syndicales engluées dans le dialogue social, suffirait à emporter la bataille. Il se trompait. Son plan se heurta à l'opposition de la quasi totalité des fédérations syndicales de fonctionnaires et de la fonction publique, ainsi qu'aux confédérations CGT et FO qui se retrouvèrent au cœur de la mobilisation sociale.

LA CGT ET FO AU CŒUR DU MOUVEMENT

Au milieu des années 1990, les organisations syndicales avaient déjà lourdement payé, par le délitement de leurs effectifs, leur attentisme voire leur complicité vis-à-vis des politiques antisociales des gouvernements qui se succédaient depuis le début des années 1980.

Elles étaient en concurrence pour maintenir leur influence dans les secteurs où elles étaient implantées, ainsi que pour le partage des quelques sinécures offertes par les institutions du « dialogue social ».

FO et la CGT trouvèrent dans le mouvement contre le plan Juppé une occasion de reprendre l'initiative, en allant dans le sens de la poussée de leur base. Ce fut le cas pour la CGT à la SNCF, où elle se trouva à la tête des bagarres contre le contrat de plan. Ce sont les cheminots CGT, déjà fortement mobilisés, qui lancèrent dès le 27 novembre la grève reconductible à la SNCF et se retrouvèrent de ce fait à la pointe du mouvement et l'un des principaux moteurs de son extension. Ils reçurent le soutien de leur confédération jusqu'au retrait par Juppé des mesures contre leurs retraites et les régimes spéciaux.

poussant la surenchère jusqu'à appeler, le 2 décembre, à « généraliser le mouvement, au public comme au privé, jusqu'au retrait du plan Juppé. »

La CFDT avait participé au cours de l'année à diverses journées d'action de défense de la Sécu aux côtés de la CGT, de FO, de la FSU, etc. Mais les choses changèrent à l'annonce du plan Juppé. La fédération de fonctionnaires de la CFDT appela, avec celles des autres syndicats, à une journée de grève et de manifestations pour le 24 novembre contre le plan Juppé. Au même moment, Notat (secrétaire générale de la CFDT) se félicitait que ce plan reprenne un certain nombre de mesures proposées par son syndicat... Elle sera cependant obligée de se plier, dans un premier temps, à la volonté de sa base. Le 22, accueillie par des militants aux cris de « Notat à Matignon », elle déclare : « la confédération

Il commença formellement le 24 novembre, avec plus d'un million de grévistes et d'un demi-million de manifestants. Lors de la manifestation suivante, le 28 novembre, ils furent de nouveau plusieurs centaines de milliers. Les cheminots, en grève totale reconductible depuis le 27, furent rejoints par la RATP, la Poste, France Télécom. L'activité de la SNCF et de la RATP resta paralysée pendant plus de trois semaines. L'Education nationale entra aussi dans le mouvement, sans pour autant se mettre en grève totale.

Dans les entreprises en grève se tenaient des AG quotidiennes. On y discutait de la poursuite du mouvement, des initiatives à prendre pour le développer (tour du secteur pour rencontrer d'autres travailleurs, diffusions de tracts à la population, etc.). Des collectifs inter-pro se constituaient. La CGT encouragea ces initiatives. Les appels de FO à généraliser le mouvement allèrent dans le même sens. Mais le succès du mouvement, son développement ne s'expliquaient que parce que cela répondait aux attentes de la grande masse des grévistes, à commencer par les militants du rang, parmi lesquels les militants révolutionnaires. Après des années à subir reculs sur reculs, le mouvement était l'occasion de libérer les énergies. Il se nourrissait en retour de ces énergies, de ces colères, de l'enthousiasme et de la solidarité qui émanaient de la lutte. Dans certaines villes, il fut rejoint par les étudiants en lutte contre les restrictions budgétaires dans leur universités.



DR.

Une des motivations de FO, moins implantée que la CGT dans les principaux secteurs en lutte, était certainement la menace que les réformes de la sécurité sociale faisaient porter sur les postes que le syndicat y occupait, dont la présidence de la Caisse nationale d'assurance maladie. Son secrétaire général, Blondel, avait fait son cheval de bataille du « sauvetage de la Sécu » et tenté à plusieurs reprises de « négocier ». A l'issue de rencontres avec Chirac, puis avec le ministre du travail Jacques Barrot, début novembre, il avait même cru pouvoir déclarer : « la Sécu est sauvée. » Mais l'annonce du plan Juppé doucha brutalement ses illusions, et il riposta en appelant à l'extension du mouvement,

soutient sans réserve l'action de ses fonctionnaires, le 24 novembre, et je défilai avec eux... ce qui lui vaudra de se confronter aux huées de « ses » fonctionnaires lorsqu'elle rejoindra la manif. Ce sera la dernière apparition de la CFDT dans le mouvement contre le plan Juppé. Tout comme la CFTC, elle se cantonnera désormais à demander l'ouverture de négociations. Mais certaines de leurs fédérations continueront, elles, à participer au mouvement.

FONCTIONNAIRES ET SALARIÉS DU PUBLIC S'EMPARENT DE LA LUTTE

Le mouvement fut rythmé par une succession d'appels à manifester lancés par les syndicats engagés dans la lutte.

« TOUS ENSEMBLE ! »

Démarré contre le « plan Juppé », le mouvement agréga de multiples mécontentements, contre la précarisation des emplois, le chômage, les salaires de misère... Le gouvernement avait tenté d'isoler les fonctionnaires et les travailleurs des entreprises publiques du reste de la population en présentant l'alignement des retraites du public sur celles du privé comme une mesure de justice sociale ! Mais sa manœuvre cynique fit long feu... Les grévistes rétorquèrent que la justice consistait au contraire à revenir sur la réforme Balladur : ramener les retraites du privé à 37,5 ans de cotisation.

Et bien des travailleurs du privé,





DR.

confrontés à la difficulté de se mettre en grève dans un contexte de menace permanente sur l'emploi, prenaient conscience que les grévistes du public, et plus particulièrement les cheminots, en défendant leurs droits, défendaient en fait ceux de tous les travailleurs, qu'un recul des uns ne pouvait qu'être suivi de nouveaux reculs pour les autres. Leur soutien à la grève dépassa ainsi le simple sentiment de solidarité : ils s'en sentaient partie prenante tout en continuant à travailler, c'était la «grève par procuration». Le slogan «Tous ensemble!» qui naquit au cours du mouvement reflétait cette affirmation de la solidarité d'une classe en lutte contre ceux qui voulaient la diviser pour mieux la vaincre.

Tout semblait réuni pour un appel à la grève générale, en particulier autour du mot d'ordre d'abrogation de la réforme Balladur sur les retraites du privé, associé au retrait du plan Juppé. L'appel du 2 décembre de Blondel invitait à la généralisation du mouvement, mais FO n'avait pas les moyens militants du radicalisme qu'elle affichait. La question fut débattue au congrès confédéral de la CGT, tenu les 3 et 4 décembre. Mais, pour son secrétaire gé-

néral, Viannet, s'il fallait «*un puissant temps fort de l'action*», c'était pour «*obliger le gouvernement à ouvrir des négociations*»... Le congrès se termina sur un appel à l'extension de la grève, mais en laissant «*l'initiative aux travailleurs*». Autrement dit, la CGT refusa d'assumer jusqu'au bout le rôle dirigeant qu'elle jouait de fait dans le mouvement.

Ce dernier n'en continua pas moins à s'approfondir. Le 5 décembre, les manifestations réunirent entre 700 000 et un million de personnes.

JUPPÉ RECULE, LA CGT SIFFLE LA FIN DU MOUVEMENT

Juppé commença à reculer. Il tenta d'abord de faire rentrer les cheminots dans le rang en nommant un médiateur, puis en annonçant, le 10 décembre, qu'il renonçait au contrat de plan et maintenait la retraite à 50 ans pour les roulants SNCF et RATP. Le 11, c'est sur l'ensemble des retraites des agents SNCF et RATP qu'il reculait. La réponse vint de la rue, où plus de deux millions de manifestants défilèrent le 12 décembre. Trois jours plus tard, le 15 décembre, Juppé retirait sa réforme sur les retraites de la fonction publique et

les régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF), mais maintenant ses objectifs sur la Sécu.

Cela suffit à la fédération des cheminots CGT, qui envoya une circulaire appelant ses militants à «d'autres formes d'actions». Ce sera le coup de sifflet final pour le mouvement, les secteurs en lutte reprenant peu à peu le travail. Deux journées de manifestations eurent encore lieu. Le 16, dans toute la France, l'occasion pour bien des militants du mouvement de crier leur colère contre le renoncement des directions syndicales, puis le 19, à Paris seulement. Les «partenaires sociaux» se retrouvèrent pour un «sommet social» le 21 décembre à Matignon.

Novembre-décembre 1995 a été une réponse de la classe ouvrière à ceux qui dissertaient sur sa «disparition», pour qui la chute de l'URSS marquait la «fin de l'histoire», qui s'imaginaient pouvoir mener leur propre guerre de classe sans craindre la riposte des travailleurs. Et bien des liens qui s'y sont tissés entre militants, bien des embryons de structures collectives, interpros, coordinations nées en décembre 1995 ont trouvé leur prolongement dans les mouvements qui ont suivi. □

Une série d'émissions concernant le mouvement sont disponibles sur le site www.ina.fr. Ne pas manquer en particulier l'émission «La France en direct», présentée sur France 2 le 1^{er} décembre (téléchargeable pour 2,99 euros à l'adresse <http://www.ina.fr/video/CAB95065407/la-france-en-direct-video.html>). □

A Rouen, une organisation unitaire et démocratique

PAR PATRICK LE MOAL

L'agglomération de Rouen a été l'un des centres du mouvement, même si des expériences comparables se sont déroulées en de nombreux points du territoire...

Lorsque les roulants votent la grève reconductible le 24 novembre, c'est dans une ville mobilisée.

Les étudiants ont ouvert le feu, en lutte dès le 12 octobre contre le manque de moyens, avec des AG régulières, des comités de mobilisation, et aussi un comité de parents, une pétition de solidarité qui circule sur les marchés et dans les entreprises. Ils occupent les locaux de la présidence de l'université, puis le rectorat. Evacués par les flics, ils occupent alors les facs. Le 2 novembre, ils obtiennent un recul du gouvernement, une augmentation du budget et la création de 188 postes sur quatre ans. Du côté des fonctionnaires, la manifestation de la journée d'action du 10 octobre avait été la plus importante depuis 1976.

L'épreuve de force est engagée lors de la journée d'action du 24 novembre contre le plan Juppé, avec une manifestation très grosse, très combative. Les images de Notat huée et chahuté par des militants CFDT nourrissent les discussions. Le lendemain, la manifestation nationale pour les droits des femmes est aussi un succès.

UN APPEL D'EN BAS À LA GRÈVE GÉNÉRALE

Les roulants en grève reconductible adoptent le samedi 25 novembre un appel à « l'ensemble des travailleurs, des usagers, des chômeurs, des jeunes à entrer en lutte à [leurs] côtés. Tous en grève jusqu'au retrait du plan Juppé, Tous ensemble pour la défense des acquis sociaux et des services publics ». Cet appel devient celui de tous les cheminots, qui mettent en place une organisation pour que chacun devienne le propagandiste de la grève générale. Est installé le Comité unitaire d'organisation de la grève, composé de représentants élus dans les AG du matin dans tous les secteurs cheminots (qui discutent et votent la grève tous les jours) et des re-

présentants des syndicats. Il fait des propositions à l'AG-meeting de l'après-midi à « la fosse ». Il organise la diffusion de l'appel à 50 000 exemplaires.

Les postiers du centre de tri se mettent en grève eux aussi. Postiers et cheminots se rendent à 400 pour le diffuser à Renault Cléon. Le 4 décembre, plusieurs centaines de grévistes se répandent dans les zones industrielles, les quartiers, prennent la parole aux portes des entreprises, dans des AG improvisées. C'est à partir de ce jour que les télécoms, l'hôpital psychiatrique, le CHU, l'équipement, les finances, EDF et des enseignants (surtout instituteurs) se mettent en grève massivement.

La manifestation du mardi 5 décembre 1995 dans un froid glacial est deux fois plus importante que celle du 24 novembre. Derrière l'immense banderole des cheminots « public/privé GREVE GENERALE », se retrouvent les secteurs en grève et des délégations importantes des entreprises privées. Le jeudi, la manifestation est encore plus grosse, 50 % de plus.

Les différents secteurs en grève envoient des délégations à l'AG-meeting des cheminots à « la fosse », où elles prennent la parole: formidable rencontre des travailleurs en lutte! Le Comité unitaire d'organisation des cheminots décide alors d'inviter des délégations à discuter ensemble des initiatives à prendre. La réunion devient de plus en plus grosse, avec une centaine de représentants en fin de semaine. Une de ces réunions adopte un appel à la grève générale pour le retrait du plan Juppé, signé par des AG de grévistes, des syndicats de différents secteurs.

LA CONTRE-ATTAQUE DES DIRECTIONS SYNDICALES

Ils organisent tous ensemble un blocage-filtrage des entrées de Rouen le

lundi 11 décembre, qui paralyse la ville. Ils discutent comment utiliser les manifestations autrement. Naît ainsi le projet d'encercler la préfecture et d'organiser un forum des luttes lors de la manifestation du 12 décembre. Celle-ci est énorme, 20 % de plus que la précédente, 60 000 manifestants (police 40 000, organisateurs 80 000) qui s'écoulent dans un cortège puissant, combatif, déterminé. Les directions syndicales louent alors une très grosse sono et l'installent sur une esplanade 200 mètres avant la préfecture, ce qui annule de fait le projet de l'encercler, qu'il aurait fallu mener contre ces directions. Celles-ci oublient en outre l'organisation du Forum des luttes. Il faudra la responsabilité des animateurs de la grève des cheminots pour que la tribune ne soit pas prise d'assaut par des grévistes outrés de cette manoeuvre.

Le 15 décembre, le gouvernement retire ses mesures sur les retraites, la fonction publique et les régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF) mais refuse de céder sur la sécurité sociale, dont le budget sera dorénavant voté au parlement. La CGT cheminot appelle à « continuer le mouvement sous d'autres formes ».

Si la grève s'arrête, la manifestation du samedi 16 décembre est encore plus grosse: de 60 à 65 000 manifestants (police 40 000, organisateurs 100 000), du jamais vu à Rouen dont l'agglomération compte 400 000 habitants. Tout le monde est là, les boîtes du privé, des non grévistes viennent apporter leur soutien. Les cheminots se souvenant du mardi précédent, ils chassent les dirigeants syndicaux de la tête de manifestation...

Cette expérience d'organisation interprofessionnelle du Comité unitaire d'organisation laissera des traces que l'on retrouvera dans les autres grandes mobilisations des dix années suivantes à Rouen, notamment lors de la grève enseignante de 2003. □

1995, un mouvement social puissant et «sexué»¹

PAR JOSETTE TRAT

Sur le coup, la participation de dizaines de milliers de femmes (et d'hommes) à la manifestation du 25 novembre 1995 en défense des droits des femmes avait constitué pour la plupart des militant-e-s une relative surprise. En réalité, elle donnait le signal de départ du plus puissant mouvement social que le pays ait connu depuis Mai 68.

En octobre-novembre, un mouvement étudiant se développait, en particulier dans les universités de province. Les 10 octobre puis 24 novembre, succès des journées nationales de grève appelées par les fédérations de fonctionnaires, auxquelles s'étaient joints la plupart des syndicats des entreprises publiques. Le 25 novembre, journée de manifestation à Paris, Bordeaux, Marseille, etc. pour défendre les droits des femmes. Enfin, en décembre, la vague de grèves dans les entreprises et la fonction publiques, ainsi que les manifestations massives à Paris et en province déferlèrent sur le pays, conduisant les observateurs à faire référence à Mai 68, pour la puissance du mouvement.

Dans toutes ces mobilisations, les femmes étaient non seulement présentes mais actives. Pourtant, après les journées de grève de la fonction publique et les manifestations du 25 novembre, les femmes devinrent invisibles, pour les médias de l'époque mais pas seulement.

«LA» MANIF DU 25 NOVEMBRE

Le 25 novembre 1995, 40 000 personnes manifestaient à Paris en faveur des droits des femmes. Pour la première fois depuis 1979, plusieurs dizaines de milliers de femmes... et d'hommes, toutes générations mêlées se retrouvaient massivement dans les rues de Paris, dans un cadre unitaire pour le droit à l'avortement et à la contraception, le droit à l'emploi, pour une réelle égalité entre les femmes et les hommes et contre la remontée de l'ordre moral. Pour la première fois, et c'était un véritable tournant, la CGT et le PCF (en crise depuis l'effondrement du bloc soviétique) appelaient à cette manifestation aux côtés de féministes autrefois honnies. Plusieurs facteurs expliquent le

succès d'une telle manifestation tant à Paris qu'en province.

D'abord, le travail de sensibilisation en profondeur opéré depuis 1990 par la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC). La CADAC s'était créée pour riposter aux attaques des commandos anti-avortement dans les hôpitaux ou les cliniques privées : entre 1990 et octobre 1995, une centaine d'attaques de ce type avaient été recensées. Suite à l'action de la CADAC, une nouvelle loi présentée par la ministre socialiste Véronique Neiertz avait été votée en janvier 1993, définissant le «délit d'entrave à l'IVG». La CADAC s'était créée également pour exiger de nouveaux moyens pour le fonctionnement des centres d'interruption volontaire de grossesse : à Paris par exemple, en 1995, 65% des avortements étaient pratiqués dans des cliniques privées faute de moyens suffisants dans les hôpitaux publics ; 5000 Françaises devaient encore se rendre à l'étranger (en Hollande ou en Grande-Bretagne) pour avorter en raison des délais trop courts autorisés à l'époque par la loi française (dix semaines de grossesse).

Le deuxième facteur était l'inquiétude soulevée par l'offensive des associations «pro-vie», la remontée de l'extrême droite en France et la formation du nouveau gouvernement. En janvier 1995, 10 000 personnes manifestaient dans les rues de Paris à l'appel d'associations catholiques intégristes et de l'extrême droite pour exiger l'abrogation de la loi autorisant les avortements. Par ailleurs, les actions des commandos anti-avortement se multipliaient et leurs auteurs bénéficiaient d'une très grande indulgence de la part de la Justice.

En juin 1995, le Front national gagnait pour la première fois des élections municipales dans trois villes du sud de la France. En juin 1995 encore, au moment

du vote de la loi d'amnistie destinée à passer l'éponge sur les délits «mineurs», comme c'est la coutume après chaque élection présidentielle, le nouveau gouvernement proposait d'inclure l'action de ces commandos dans la liste ! Grâce à la vigilance de la CADAC, des associations féministes et des députés de gauche, cette proposition capota mais elle montrait bien que les



Depuis 1995, une manifestation nationale pour les droits des femmes est organisée chaque année à l'automne. Ici, le 17 octobre 2009. Photothèque rouge/JMB.

membres de ces commandos avaient des relais au sein même du gouvernement et des institutions parlementaires².

A ces menaces s'ajoutaient celles concernant le droit à l'emploi des femmes déjà gravement mis en cause par le développement accéléré du temps partiel et des emplois précaires³ ainsi que par les projets de la ministre chargée de la «solidarité entre les générations», Mme Codaccioni. Elle projetait en effet d'étendre l'allocation pa-

rentale dès la naissance du premier enfant⁴. Ce type de politique « familiale » avait pour but délibéré d'inciter les jeunes mères à quitter le marché du travail et à faire reposer sur les épaules des femmes principalement les soins et l'éducation des jeunes enfants.⁵

Le dernier facteur fut enfin le caractère international de cette offensive des intégristes religieux et de l'extrême droite. Plusieurs reportages à la télévision sur la situation aux USA⁶ et l'écho des débats qui avaient eu lieu à la conférence internationale de Pékin avaient en effet sensibilisé une large partie de l'opinion concernant les menaces qui pesaient sur la liberté des femmes de choisir leur mode de vie et les libertés d'expression de toutes et tous.

C'est ce qui explique sans doute l'écho qu'a rencontré la proposition de la CADAC auprès des diverses associations et organisations de gauche d'organiser une grande manifestation unitaire. Et c'est probablement ce caractère unitaire



exceptionnel qui a assuré le succès d'une telle initiative. 149 associations (féministes, antifascistes, de lutte contre le chômage etc.) et organisations politiques et syndicales de gauche avaient en effet répondu à l'appel. Deux grandes confédérations manquaient au plan national : FO et la CFDT⁷. Cette manifestation unitaire et massive surprit par son ampleur aussi bien les observateurs que les organisatrices. Mais le fait est qu'elle concentrait une forte indignation contre la mise en cause de

droits considérés comme fondamentaux et conquis de haute lutte par la « génération de 1968 » : le droit à l'avortement libre et remboursé par la sécurité sociale, le droit au travail des femmes, le droit de choisir son mode de vie (mariage ou non, hétéro ou homosexualité, etc.). Les jeunes découvraient brutalement que ces droits n'étaient pas définitivement acquis et qu'il fallait se remobiliser pour les défendre.

LES FEMMES ACTRICES À PART ENTIÈRE

Au moment même où se dispersait dans la joie cette grande manifestation, commençait la longue grève de décembre 1995 qui allait ébranler par son ampleur et sa détermination l'autorité du premier ministre Alain Juppé, voire celle du président de la République.

Les médias de l'époque eurent très largement tendance à décrire cette grève comme un mouvement neutre, voire purement masculin. La tentation était d'autant plus grande que les secteurs moteurs (et paralysants de la vie économique) dans la lutte étaient les roulants de la SNCF et les conducteurs de la RATP, bastions très masculins dans le monde salarié. Ils réintroduisaient, de plus, des symboles très anciens de la lutte de classe traditionnelle avec les piquets de grève autour des feux, les fumigènes spectaculaires etc. Mais à la SNCF, il y avait aussi des femmes (dans les bureaux et le secteur commercial principalement⁸) ; par ailleurs ce mouvement n'aurait pas eu un tel impact s'il n'avait pas été relayé par d'autres secteurs mixtes et plus féminisés du salariat.

Or, comme l'avait montré l'enquête réalisée par l'équipe des *Cahiers du féminisme* au lendemain de la grève⁹, dans tous les secteurs, de nombreuses femmes n'avaient pas hésité à s'investir activement dans l'animation de la grève. A Rouen, par exemple, les cheminots (après le mouvement des étudiants) étaient à l'avant-garde de la grève dans toute l'agglomération mais les femmes salariées n'étaient pas en reste. Les cheminots étaient partis en grève les premiers, appelant l'ensemble de la population à les rejoindre dans la lutte « pour le retrait du Plan Juppé, pour la défense des acquis sociaux et des services publics ». Ils s'étaient déplacés pour convaincre les postiers des centres de tri de les rejoindre dans la grève ; enfin, ils avaient donné l'exemple d'une organisation très démocratique de la grève par le biais d'un « comité d'organisation » composé

des délégués élus des assemblées générales de grévistes et des représentants syndicaux. Et c'est à la « fosse » (nom donné à l'atelier de réparation des locomotives) que se tenait quotidiennement un meeting avec tous les secteurs en lutte dans la ville, et ils étaient nombreux.

A côté des agents de l'EDF et des postiers du centre de tri (secteurs plutôt masculins), on retrouvait des salarié-e-s de l'hôpital psychiatrique, de la caisse nationale d'épargne, des écoles primaires, de la caisse primaire d'assurance maladie (établissement à statut privé), secteurs où les femmes étaient en forte proportion, voire en majorité. Là, comme dans bien d'autres villes, les institutrices (et instituteurs) du primaire ont reconduit la grève quotidiennement pendant plus de quinze jours. Ceci n'était pas nouveau pour elles. Mais c'était la première fois qu'elles poussaient aussi loin l'organisation démocratique de la grève avec la mise sur pied, sur l'ensemble de l'agglomération, d'un « comité d'organisation » de l'enseignement primaire, constitué des délégué-e-s élu-e-s des assemblées générales de grévistes et des représentant-e-s des syndicats, suivant en cela l'exemple des cheminots.

C'était la première fois également que des liens interprofessionnels aussi larges se nouaient sur la ville entre des secteurs aussi différents, ceci dans une ambiance très chaleureuse, d'après tous les témoignages. Là et ailleurs, les femmes ont été des actrices à part entière du mouvement social et pas seulement des spectatrices bienveillantes.

DES QUESTIONS TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Cette question des services publics n'était pas nouvelle en France. Elle avait déjà été au cœur d'un certain nombre de luttes dans notre pays. En 1974, les postier-e-s s'étaient mobilisé-e-s contre la privatisation des PTT et les suppressions d'emplois ; les cheminots avaient également soulevé cette question à plusieurs reprises. Mais certaines luttes furent particulièrement emblématiques dans ce domaine. Ce furent celles des infirmières en 1988-1989 et des assistantes sociales en 1991-1993. Les unes



refusaient la dégradation des conditions de travail à l'hôpital qui mettait en danger la qualité des soins au sens large du terme; les autres dénonçaient des politiques publiques qui, loin d'éradiquer la pauvreté et les atteintes aux droits fondamentaux des citoyen-ne-s (droit au travail, au logement, à la santé etc.) se contentaient de « gérer » l'exclusion.

Ces luttes sous « hégémonie féminine » étaient restées très isolées mais elles avaient donné lieu à une mobilisation massive de ces personnels au plan national, à travers des coordinations qui avaient soulevé des questions essentielles comme celle de la place des femmes dans le salariat¹⁰ ou celle de l'organisation démocratique des luttes avec des AG, des délégué-e-es et des porte-paroles élu-e-s.

Un goût d'inachevé saisit les manifestant-e-s fin décembre. Néanmoins, ce mouvement avait été l'occasion d'amorcer des débats sur la question des sans-logis et plus largement des « sans-droit »¹¹, de la précarité, de la baisse du temps de travail, de la notion de « qualité » en matière de services publics et de santé, ainsi que sur l'Europe. Certains ont dit que ce mouvement était la première grève « contre l'Europe de Maastricht ». Ce n'est pas faux. Le gouvernement de l'époque (et les suivants) n'a pas cessé, en effet, de justifier les choix de rigueur budgétaire (pour les salarié-e-s) par les « contraintes » imposées par la construction européenne etc. Dans ce vaste mouvement social (au-delà des particularités de chaque secteur), chacun-e sentait bien qu'une protection sociale et des services publics de qualité restaient les filets indispensables pour éviter que ne s'aggravent encore les inégalités sociales. Quelles que soient les limites de ce mouvement social, il donna un nouveau souffle à la vie politique et permit à des secteurs traditionnellement marginalisés de faire entendre leur voix, comme

les sans-papiers à partir de mars 1996, les intermittents du spectacle ou les chômeurs en décembre 1996, etc.

Du côté du mouvement féministe, après le 25 novembre 1995 et sous la pression du mouvement social, le collectif unitaire de préparation à la manifestation se transforma en collectif unitaire de préparation à des Assises nationales pour les droits des femmes. Pendant plus d'un an, des commissions de travail furent mises en place à Paris et dans les régions. Ces assises nationales furent préparées par des assises régionales dans certaines grandes villes comme Lille, Bordeaux, Marseille, Toulouse, Clermont-Ferrand, etc. Elles avaient comme objectif de faire « un état des lieux » des rapports sociaux de sexe en France à la veille du nouveau millénaire et d'élaborer une ou des plateformes unitaires pour élargir le rapport de forces en faveur des droits des femmes. En mars 1997, le succès fut au rendez-vous : deux mille femmes venues des différentes composantes de la gauche, de tout l'hexagone, des Antilles ou d'autres pays européens se retrouvèrent à Paris pour exiger de nouvelles avancées pour l'égalité entre femmes et hommes¹².

Des collectifs locaux apparurent dans plusieurs villes et se coordonnèrent régulièrement. Le Collectif national pour les droits des femmes lutta notamment pour une baisse massive du temps de travail, sans flexibilité ou baisse de salaire; contre le temps partiel imposé, pour un service public de la petite enfance, etc. De plus, tous les ans, plusieurs centaines de syndicalistes (majoritairement des femmes) de la FSU, de la CGT et de Solidaires ou membres d'autres syndicats se retrouvent à la veille du 8 mars. Toutes choses qui témoignent du souci des animatrices du CNDF de faire converger luttes féministes et luttes de classe. Le CNDF joue et joue encore un rôle central dans la coordination des luttes contre les violences faites aux femmes.

Néanmoins, au fil des années, il se vida

en partie de sa substance quand de nouvelles lignes de clivage traversèrent le monde féministe à l'orée du XXI^e siècle, même s'il continue de jouer un rôle non négligeable dans les mobilisations unitaires en faveur des femmes. □

1 Selon l'expression de la sociologue Danièle Kergoat en 1992, dans le livre collectif « Les infirmières et leur coordination », aux éditions Lamarre.

2 Dans le nouveau gouvernement, en effet, plusieurs personnalités s'avéraient être des membres de l'Opus Dei, cette véritable « garde blanche » du Vatican comme l'écrivait François Normand (« Le Monde diplomatique », septembre 1995).

3 En France, le temps partiel avait connu un développement très important depuis le début des années quatre-vingt. Au milieu des années 1990, près de 16% des emplois étaient à temps partiel. C'était le cas de 30% des emplois occupés par les femmes et de 5% de ceux occupés par les hommes (« INSEE première », n°467, juin 1996).

4 Créée en 1985, par G. Dufoix (ministre PS) pour les mères de trois enfants qui cessaient leur travail dans certaines conditions, cette allocation parentale d'éducation avait été étendue aux mères de deux enfants en juillet 1994. Les personnes qui « choisissaient » l'APE étaient des femmes dans 99% des cas. Une enquête sur les mères allocataires de deux enfants (Cédric Afsa, 1996) avait démontré également combien l'APE avait fortement incité les mères au chômage ou avec des contrats précaires à quitter le marché du travail. Un tournant dans l'histoire de l'emploi féminin qui jusqu'alors s'était traduit par une hausse régulière du taux d'activité des mères de jeunes enfants!

5 Ce projet, faute de moyens financiers, fut abandonné par le deuxième gouvernement Juppé.

6 La presse française s'était fait l'écho de la reprise des attentats à la bombe contre des cliniques pratiquant l'avortement aux USA (« Libération », le 23/1/97).

7 Mais FO-PTT et plusieurs fédérations CFDT soutenaient également cette manifestation.

8 A la SNCF, au 31/12/94, les femmes représentaient un peu plus de 12% de l'ensemble des effectifs globaux (tous statuts et temps de travail confondus). Mais elles représentaient 63% des contractuels (statut précaire, temps partiel imposé majoritaire). Par ailleurs on comptait moins d'une quinzaine de femmes sur près de 17 000 agents de conduite (chiffres extraits de « Expressions de femmes », journal des adhérentes, militantes de la CFDT cheminots du 3 juillet 1995).

9 « Cahiers du Féminisme » n° 75-76, hiver-printemps 1996.

10 Dans ces professions exercées longtemps par des religieuses, les pouvoirs publics ont longtemps compté sur le sens du dévouement de ces salariées. Les infirmières et les AS alors en lutte revendiquaient en premier lieu un statut de salariées à part entière et la reconnaissance de leurs « compétences professionnelles » et en conséquence conditions de travail ainsi que des augmentations de salaire dignes de ce nom.

11 Différentes associations (parmi lesquelles AC!, le DAL, etc.) luttant aux côtés des « sans-droit » se regroupèrent pour constituer un pôle contre l'exclusion dans le mouvement social. Un appel fut lancé à la veille de la manifestation du 12 décembre à Paris, réclamant une « réduction massive du temps de travail sans baisse des salaires afin que chacun, français et immigré, accède à un emploi et réintègre ses droits ».

12 Pour un compte-rendu détaillé de ces assises, cf. « En avant toutes. Les Assises pour les droits des femmes », Le Temps des cerises, Pantin, 1998.

Bibliographie

Jacqueline Heinen et Josette Trat, « Femmes et hommes dans le mouvement social », Cahiers du GEDISSST n° 18, L'Harmattan, Paris, 1997.

Josette Trat (coordinatrice), Les Cahiers du Féminisme dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes, 1977-1998, Syllepse, Paris, 2011. □

ENTRETIEN AVEC HENRI MALER

Hiver 1995 : l'affrontement politique s'étend aux intellectuels

PROPOS RECUEILLIS PAR UGO PALHETA

*Dans cet entretien, Henri Maler revient sur l'affrontement politique qu'a suscité, parmi ceux que l'on désigne habituellement comme des « intellectuels », le mouvement gréviste de l'hiver 1995. Souvent réduit à un conflit entre deux pétitions antagonistes, l'une en soutien aux grévistes (pétition qu'il a contribué à lancer) et l'autre à l'appui du « plan Juppé », cet affrontement avait un enjeu beaucoup plus général : la transformation néolibérale de la société française. Dans la foulée du mouvement, Henri Maler a fondé avec d'autres l'association Acrimed (Action-critique-médias), dont il a été le principal animateur pendant près de 20 ans. Il est également l'auteur de plusieurs livres, notamment *Convoiter l'impossible. L'utopie avec Marx, malgré Marx* (Albin Michel, 1995).*

Peux-tu revenir sur l'opposition intellectuelle au plan Juppé qui s'est manifestée à l'hiver 95, en soutien aux travailleurs alors en grève ? Comment s'est construite cette opposition et sur quelles bases ?

Parler d'une « opposition intellectuelle » me semble très réducteur, quand il s'agit d'abord d'une opposition politique. Souvenirs... Le 15 novembre 1995, Alain Juppé annonce son « plan » de réforme de la « Sécurité sociale », immédiatement soutenu par Nicole Notat, alors secrétaire générale de la CFDT. Les grèves et manifestations se poursuivent et s'intensifient. À la fin du mois de novembre, l'« Appel de solidarité avec les grévistes » commence à prendre forme : il est d'abord le produit de la fusion entre deux projets : l'un rédigé par Denis Berger, Michèle Riot-Sarcey, et moi-même, le second par Catherine Lévy et Yves Bénot. Le cercle des initiateurs s'élargit rapidement, avant même que Bourdieu n'amende le projet qui est devenu alors le texte définitif publié dans *Le Monde* le 4 décembre, avec quelques signatures sélectionnées par sa rédaction.

Relayé par des réseaux de plus en plus larges et signé par plus de 2000 signataires, il a été publié sous forme d'une publicité payante le 15 décembre. Le titre de cet appel dit clairement son but : soutenir les grévistes contre le tir de barrage politique et médiatique. Dans sa première version, il mentionnait les menaces d'intervention « musclée » contre les grévistes de la SNCF. Mais, surtout, le contenu de l'appel montre qu'il s'agissait pour nous d'une contre-attaque générale contre la mise en



Pierre Bourdieu (1930-2002), à droite sur cette photo, dans les mois suivant le mouvement de 95. DR.

cause de l'ensemble des services publics et d'une « défense des acquis les plus universels de la République » : une formule que Pierre Bourdieu avait introduite et qui n'avait pas alors soulevé mon enthousiasme...

Certains ont parlé d'une « guerre des pétitions » opposant des intellectuels proches de Bourdieu, mais pas seulement, et d'autres intellectuels soutenant le plan Juppé...

La prétendue « guerre des pétitions » a été largement une construction médiatique. Parmi les titres que j'ai conservés dans mes archives : « Gauche : la guerre des intellos » (*Le Nouvel Observateur*), « Guéguerre civile chez les maître-penseur » (*L'Événement du Jeudi*), « Intellectuels : tempête sous les crânes » (*Le Point*). Et même « Les nouveaux compagnons de route » (par allusion aux compagnons de route du PCF) : un titre bienveillant du *Monde*. A cette construction médiatique nous avons nous-même (moi-même inclus) involontairement contribué en rédigeant des tribunes et en participant

à des émissions. Or notre « Appel » était déjà en gestation quand, le 2 décembre 1995, *Le Monde* a publié le texte collectif « Pour une réforme de fond de la Sécurité sociale » qui soutenait la prise de position de Nicole Notat, globalement favorable au « plan Juppé », dont il saluait le « courage » et « l'indépendance d'esprit » et qui apportait du même coup un soutien au plan Juppé, en dépit de quelques « aspects contestables ».

Ne serait-ce que pour des raisons chronologiques, notre « Appel » n'était pas une réplique aux zéloteurs de Nicole Notat et de Juppé. Mais surtout notre texte, beaucoup plus général était, à sa façon, un manifeste. Il reste vrai que le texte d'une pétition n'enseigne pas totalement sur les motivations de tous ses signataires : une fois paru celui des « réformateurs de fond », nombreuses et nombreux sont sans doute celles et ceux qui se sont associés à notre appel, parce que prenait corps, non pas une « guerre



d'intellectuels», mais un affrontement politique.

Comment expliques-tu alors le texte de soutien au « plan Juppé » ?

Ce texte de soutien a pour origine des animateurs de la revue *Esprit* et sa signature s'est élargie par cercles concentriques. D'abord aux antiques protagonistes de la « deuxième gauche », incarnée par Michel Rocard et à des membres de la Fondation Saint-Simon qui, créée en 1982 (et dissoute en 1999), traçait les contours de la « République du centre », pour reprendre le titre de l'essai de François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, publié en 1994.

Plus généralement, le soutien pétitionnaire au « plan Juppé » a réuni des « briseurs de tabou », attachés à surmonter les clivages partisans : soutenir un plan proposé par un gouvernement de droite, quelle audace pour des gens dont la plupart se voulaient « de gauche » ! Disons, plus prosaïquement, qu'il s'agissait d'une dimension parmi d'autres, volontairement involontaire, de la contre-révolution néolibérale et, plus profondément, de la Restauration, entreprise de longue date, au nom de la critique du totalitarisme, contre toutes les variétés de contestation anticapitaliste. La chute du mur de Berlin, si j'ose dire, leur a donné des ailes !

On a vu l'engagement politique d'intellectuels très reconnus scientifiquement comme Pierre Bourdieu, dont la sociologie a toujours été politique mais qui ne prenait que rarement position sur des questions directement politiques. Comment expliques-tu cet engagement plus explicite ?

L'engagement politique de Pierre Bourdieu ne date pas de 1995 et de sa plus grande visibilité médiatique. Mais il est vrai qu'il a connu une inflexion significative dès 1980 avec le soutien – en compagnie de Félix Guattari et Gilles Deleuze – apporté à l'éphémère candidature de Coluche à l'élection présidentielle. Un soutien évidemment des plus contestables, mais qui attirait déjà l'attention sur la fermeture sur soi du microcosme médiatico-politique. *La Misère du monde*, livre collectif publié en 1993, en diagnostiquant les diverses formes de la misère sociale, confirmait cette fermeture tout en proposant une analyse des effets, socialement destructeurs et extrêmement variés, des politiques néolibérales menées depuis le « tournant de la rigueur » de 1983. En même temps, la contestation de la « révolution conservatrice » (commencée dès le début des années 1970) a relancé le choix de Pierre Bourdieu de « transgresser les limites de la bienséance académique », pour reprendre sa propre expression : des transgressions qui n'ont pas cessé jusqu'à son décès.

Quels ont été, selon toi, les prolongements de l'appel de 1995 ?

Le prolongement immédiat a été la constitution des « Etats généraux du mouvement social » qui ont associé des syndicats, des associations et des signataires de l'appel parmi les plus militants. Avec l'appui de Pierre Bourdieu qui est intervenu lors de la première session de ces « Etats généraux » en novembre 1996. Ceux-ci se sont essouffés (notamment en raison de la défection de la CGT) et ils ont été relayés par la création, à l'initiative de Jacques Kergoat, de la Fondation Copernic. Sans que l'on puisse l'attribuer uniquement à l'appel lui-même, celui-ci a

modestement contribué à la relance d'une critique sociale dont l'un des principaux mérites est d'être collectivement partagée (par exemple au sein de la Fondation Copernic et d'Attac ou du côté des économistes atterrés), du moins par des intellectuels militants. Peut-être faut-il dire des « militants quoiqu'intellectuels »...

Dans la foulée de la mobilisation de l'hiver 95, tu as toi-même fondé, avec d'autres, l'association Acrimed (Action-Critique-Médias), très reconnue sur la question des médias, dont tu as été le principal animateur jusqu'à l'an dernier. Comment et pourquoi avez-vous imaginé cette association dans ce contexte précis ?

L'idée d'un Observatoire des médias, nourrie par l'exaspération suscitée par la couverture du mouvement par les grands médias, a été lancée lors d'une réunion du collectif qui animait les initiatives des pétitionnaires. Pendant que le mouvement se poursuivait, elle était prématurée, mais dès mars 1996, nous avons lancé un « Appel pour une action démocratique sur le terrain des médias » que j'ai rédigé avec Yvan Jossen : je tiens particulièrement à mentionner ce camarade décédé en 2007. Et, avec le soutien discret de Pierre Bourdieu, Acrimed fut fondée. L'association résiste et, je l'espère, se renforce. Malheureusement, les syndicats, les associations, les forces politiques, préoccupés par leur médiatisation ne nous ont pas soutenus autant qu'il le faudrait, invoquant parfois des désaccords qui servaient d'alibi à leur défection. Pour ne rien dire de nombre d'intellectuels pétitionnaires. Haut les cœurs, militant-e-s du NPA et de la gauche de gauche : il n'est pas trop tard... □

Appel de solidarité avec les grévistes

« Face à l'offensive déclenchée par le gouvernement, nous estimons qu'il est de notre responsabilité d'affirmer publiquement notre pleine solidarité avec celles et ceux qui, depuis plusieurs semaines, sont entrés en lutte ou s'appêtent à le faire. Nous nous reconnaissons pleinement dans ce mouvement qui n'a rien d'une défense des intérêts particuliers et moins encore des privilèges mais qui est, en fait, une défense des acquis les plus universels de la République. En se battant pour leurs droits sociaux, les grévistes se battent pour l'égalité des droits de toutes et de tous : femmes et hommes, jeunes et vieux, chômeurs et salariés, travailleurs à statut, salariés du public et salariés du privé, immigrés et français. C'est le service public, garant d'une égalité et d'une solidarité aujourd'hui malmenées par la quête de la rentabilité à court terme, que les salariés défendent en

posant le problème de la Sécurité sociale et des retraites. C'est l'école publique, ouverte à tous, à tous les niveaux, et garante de solidarité et d'une réelle égalité des droits au savoir et à l'emploi que défendent les étudiants en réclamant des postes et des crédits. C'est l'égalité politique et sociale des femmes que défendent celles et ceux qui descendent dans la rue contre les atteintes aux droits des femmes. Tous posent la question de savoir dans quelle société nous voulons vivre. Tous posent également la question de l'Europe : doit-elle être l'Europe libérale que l'on nous impose ou l'Europe citoyenne, sociale et écologique que nous voulons ? Le mouvement actuel n'est une crise que pour la politique gouvernementale. Pour la masse des citoyens, il ouvre la possibilité d'un départ vers plus de démocratie, plus d'égalité, plus de solidarité et vers une application effective du préambule de la Constitution de 1946, repris par celle de 1958. Nous appelons tous nos concitoyens à s'associer à ce mouvement et à la réflexion radicale sur l'avenir de notre société qu'il engage ; nous les appelons à soutenir les grévistes matériellement et financièrement. » □

Novembre-décembre et les années antilibérales

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Le mouvement de la fin 1995 n'a pas seulement signifié un nouvel élan des luttes après des années de reculs, il a aussi marqué un tournant sur le plan de la conscience et de l'organisation de larges secteurs du mouvement de masse.

Comprendre le caractère et les conséquences de ce mouvement implique d'abord de revenir sur le contexte dans lequel il s'est développé.

A cette époque, les travailleurs et les couches populaires commençaient à ressentir dans leur vie quotidienne les effets de la mondialisation capitaliste et des politiques néolibérales qui lui sont associées. Les changements structurels à l'œuvre dans le monde étaient pourtant encore peu reconnus et y compris étudiés. La première analyse marxiste globale de ces transformations venait d'être publiée (avec l'ouvrage *La Mondialisation du capital* de François Chesnais, paru en 1994), alors que des courants de la gauche révolutionnaire produisaient des textes affirmant que la mondialisation était « un mythe ». Deux ans plus tard, un petit livre de la romancière et essayiste Viviane Forrester, *L'Horreur économique*, qui dénonçait puissamment les conséquences dévastatrices des politiques néolibérales, remportait un succès de librairie aussi spectaculaire qu'inattendu.

L'autre facteur fondamental était l'effacement, à peu près complet à une échelle de masse, de toute perspective socialiste suite à la disparition de l'URSS et du bloc de l'Est, ainsi qu'aux graves désillusions engendrées par une Union de la gauche qui, rappelons-le même si cela peut sembler incroyable, avait à ses débuts promis d'engager, une fois parvenue au gouvernement, un combat anticapitaliste ouvrant une voie vers le socialisme.

UNE CONSCIENCE LARGE ANTILIBÉRALE

Ces conditions expliquent le type de conscience qui a émergé et prédominé dans le mouvement – comme dans ceux qui ont émaillé les quinze années qui ont suivi.

Il s'agissait de résister (« Résistance ! » deviendra d'ailleurs un slogan) au « li-

béralisme » en défendant « l'Etat social » mis en place après la Deuxième Guerre mondiale, incarné au premier chef dans des services publics (et une institution telle que la Sécurité sociale) soumis aux attaques constantes des gouvernements et du patronat. Cette bataille ouvrait sur l'objectif d'« un autre monde » (ce titre du groupe Téléphone fut le tube absolu des manifestations), dont la définition restait toutefois très imprécise au-delà d'une idée générale de moins d'injustice et plus de solidarité. Le mouvement altermondialiste (défini à ses débuts comme « anti-mondialisation ») qui se développa avec la formation d'Attac (1998) et, au plan international, dans la foulée de la grande manifestation de Seattle, en novembre 1999 face au sommet de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), reprit la même thématique : « Un autre monde est possible ». Lequel et comment, vastes problèmes...

Pour nous et quelques autres, il ne pouvait s'agir que d'un monde débarrassé de l'exploitation capitaliste et de toute oppression ; l'enjeu était, en participant pleinement au mouvement, de le faire évoluer vers des conceptions de classe, anticapitalistes et authentiquement socialistes, tout en regroupant politiquement celles et ceux qui en son sein pouvaient être dès à présent gagnés à un tel combat.

Mais les forces réformistes intervenaient également. Elles travaillaient à modérer les mobilisations et aspirations, en limitant les objectifs à la défense d'acquis et au rétablissement de régulations censées réduire les excès du capitalisme mondialisé, et en ramenant les participants vers les rouages de la démocratie bourgeoise. Ces forces pouvaient s'appuyer pour cela sur leurs appareils et leur présence institutionnelle, mais aussi sur les limites du mouvement lui-même dont l'idéologie, la conscience spontanée n'étaient pas an-

ticapitalistes. Il est significatif que durant toute cette période, les mots d'ordre d'expropriation, de réquisition ou de socialisation aient été quasiment absents des luttes. A une grande majorité de telles perspectives semblaient soit des reliques du passé, soit des objectifs hors d'atteinte et irréalistes.

Et le fait est que les réformistes ont gagné. En France, le « débouché politique » de novembre-décembre fut la mise en place, en 1997, du gouvernement de la « gauche plurielle » incluant le PCF et les futurs fondateurs du PG, dont la gestion de cinq années prépara de nouvelles catastrophes. Le programme « L'Humain d'abord », préparé par le Front de gauche pour les élections de 2012, ne fut ensuite qu'un avatar de l'antilibéralisme de cette époque dans ses versions les plus réformistes et institutionnelles.

La même chose s'est produite au plan international. En témoigne la trajectoire des deux grands partis animateurs des forums altermondialistes. Au Brésil, les aspirations à la justice sociale et à la « démocratie participative » se sont diluées dans un gouvernement de pures gestion et corruption capitalistes, en place depuis treize ans sous la direction du Parti des travailleurs. En Italie, Refondation communiste a explosé après avoir soutenu le gouvernement de « centre-gauche » de Prodi et la guerre en Afghanistan. La capitulation honteuse du Syriza de Tsipras n'est aujourd'hui que la dernière manifestation du même type d'impasse, alors que la rapide évolution à droite de la direction de Podemos n'augure rien de plus positif.

DE NOUVELLES ORGANISATIONS

Novembre-décembre et ses suites, ce fut aussi l'apparition ou le développe-





ment d'une série de nouvelles organisations, plus combatives et plus démocratiques.

La FSU (Fédération syndicale unitaire)



L'Union syndicale Solidaires, un produit de novembre-décembre 95. Ici à Paris, le 9 avril 2014 dans la manifestation intersyndicale contre la politique d'austérité et la loi Macron. Photothèque rouge/JMB.

avait été créée en 1993 par les syndicats exclus de la FEN (Fédération de l'Éducation nationale), par décision de sa direction étroitement liée à celle du Parti socialiste. Elle n'avait tenu son premier congrès qu'en 1994 mais était déjà devenue le premier syndicat du secteur lors des élections professionnelles de décembre 1993. La FSU a joué dans le mouvement un rôle dynamique et structurant, avant de s'affirmer durablement comme la principale force au sein de l'Éducation nationale.

Le mouvement de 1995 a été directement à l'origine de la fondation en 1998 de l'Union syndicale Solidaires, après l'apparition d'une série de nouveaux syndicats SUD, dans le secteur public puis aussi privé, à commencer par les dissidents de la CFTD à la SNCF et dans l'Éducation nationale, très investis dans la grève et les manifestations. Solidaires et la FSU joueront par la suite un rôle souvent positif dans les mobilisations de ce qu'on appellera désormais « le mouvement social ».

S'y ajoutera la place croissante prise – en lien avec les nouvelles organisations syndicales, mais aussi des structures de la CGT – par des organisations de type associatif. L'après 95 verra un développement notable des mobilisations des « sans » (travail, logement, papiers...) à l'initiative notamment du DAL (Droit au

logement, fondé en 1990), de Droits de vivant!! (créé en décembre 1994) ou d'AC! (Agir ensemble contre le chômage, 1993). Les comités de base de cette dernière organisation se multiplieront alors et certains d'entre eux seront à l'origine d'initiatives marquantes, prises en commun avec des syndicats ou sections syndi-

cales d'entreprises, en faveur de la réduction du temps de travail et de l'embauche des chômeurs. Attac, lancée en 1998 par des responsables du *Monde Diplomatique*, à l'époque comme « association pour la taxation des transactions pour l'aide des citoyens » s'inspirant des très modérées propositions du prix Nobel d'économie, James Tobin, acquit pendant un temps une réalité de masse. Ces différentes organisations, mouvements, réseaux se retrouvèrent en 2005, avec la gauche politique de type réformiste antilibéral ou anticapitaliste révolutionnaire, pour impulser le mouvement, éphémèrement victorieux, du Non de gauche au Traité constitutionnel européen.

UNE AUTRE ÉTAPE

Novembre-décembre a été prolongé à intervalles réguliers par d'autres grandes mobilisations : grèves dans l'Éducation nationale de 1998 à 2000 et au ministère des finances en 2000, imposant la démission des ministres Allègre et Sautter, avec cette même année (2000) une vague de grèves dans le secteur privé ; grand mouvement du printemps 2003 contre la loi Fillon sur les retraites et la territorialisation des personnels non enseignants de l'Éducation nationale ; mouvement victorieux de la jeunesse – rejointe par une partie du

mouvement ouvrier – contre le CPE en 2006 ; jusqu'au mouvement massif en défense des retraites de la fin 2010, dont la défaite a alors scellé la fin de cette période.

On est, depuis, entré dans une étape différente. Si les luttes n'ont jamais cessé elles ont été globalement plus minoritaires et fragmentées, sans mouvement national ni victoires même partielles susceptibles d'inverser une tendance qui reste nettement favorable au patronat et à la réaction. Dans le même temps, à la conscience antilibérale relativement unifiante (quoique hétérogène et contradictoire) de 1995-2010 a succédé un phénomène massif de rejet de « la politique », associé à des processus inquiétants de repli identitaire ou communautaire. Parmi les secteurs qui entrent en lutte – des zadistes aux salariés d'Air France –, s'exprime une grande diversité de niveaux de conscience et d'éléments d'idéologie, qui rendent plus difficiles les efforts d'unification et centralisation.

La situation a également évolué défavorablement sur le plan de l'organisation. Les structures de type associatif qui s'étaient développées avant, pendant et après le mouvement de 95 se sont toutes retrouvées très affaiblies. Quant aux nouvelles organisations syndicales, en l'absence de luttes ascendantes et victorieuses, elles ont subi de plein fouet les inévitables tendances à l'institutionnalisation, à l'intégration au sein des diverses formes de « concertation » mises en place par l'État ou le patronat.

Il suffit de voir le rôle peu glorieux joué par la FSU (et en son sein la tendance École émancipée, censée pourtant représenter un syndicalisme révolutionnaire) dans l'approbation du protocole PPCR (« parcours professionnels, carrières et rémunérations ») qui vise à démanteler une série de droits des fonctionnaires ; ou l'évolution de certaines directions de syndicats SUD, allant dans un cas jusqu'à mener une véritable chasse aux sorcières contre des militants oppositionnels (en l'occurrence membres ou proches du NPA).

Les attentats du 13 novembre, l'état d'urgence et la nouvelle montée du Front national viennent encore compliquer les choses. Il reste que nous avons dans ce pays une longue tradition et expérience des retournements brusques de situations ; et comme il y a un mécontentement social considérable, avec des grèves en nombre toujours important et voire même croissant... □

1995 et la question d'un « parti des travailleurs »

PAR GALIA TRÉPÈRE

L'irruption massive des salarié-e-s du secteur public sur la scène politique et sociale en novembre-décembre 95, alors que, depuis des années, la classe ouvrière subissait recul sur recul, était l'expression des transformations de conscience qui s'étaient opérées dans une fraction du monde du travail pendant les deux septennats de Mitterrand. Quelques mois auparavant, en avril de la même année, Arlette Laguiller, la candidate de Lutte ouvrière, avait recueilli 1,6 million de voix, soit 5,3% des suffrages exprimés, un score inédit pour l'extrême gauche, qui indiquait ce même changement dans l'opinion ouvrière. Il s'agissait de solder les comptes de la politique de la gauche au pouvoir, un moment que les révolutionnaires n'ont pas su saisir pour franchir une étape significative pour aller vers un « Parti des travailleurs » pour reprendre l'expression lancée par Arlette Laguiller.

TRANSFORMATIONS DES CONSCIENCES

La participation du PCF au gouvernement de 81 à 84, son soutien critique, ensuite, aux gouvernements d'Union de la gauche, le suivisme des syndicats à l'égard du Parti socialiste au pouvoir, avaient écœuré de nombreux militants communistes avant que la chute du Mur ne détruise le mensonge du socialisme réel en URSS et dans les pays de l'Est. Encore à 15% au premier tour de la présidentielle de 1981, le PCF, à travers son candidat Robert Hue, recueillait seulement 8,64% des voix en 1995 et ses effectifs militants avaient considérablement fondu. Beaucoup de celles et ceux qui avaient quitté le PCF, cependant, s'étaient repliés sur une activité syndicale. Ce furent eux, souvent, qui s'employèrent, en même temps que les militants d'extrême gauche, à étendre la grève en 1995.

Il y avait dans le mouvement une aspiration à aller vers un mouvement général du monde du travail et de la jeunesse, une grève générale comme en

mai 68, ce qu'exprimait avec force le slogan « Tous ensemble ». Les barrières qui avaient divisé les salariés, celles maintenues par les appareils du mouvement ouvrier, en particulier celui du PCF, étaient tombées. On le voyait dans les manifestations, les cortèges se mélangeaient et étaient heureux de le faire, salariés du privé avec ceux du public ou avec les étudiants, syndicats réunis derrière une même banderole d'entreprise ou de secteur, et il en était de même dans les assemblées générales. Il est arrivé, dans de petites villes, que l'AG des cheminots, postiers ou électriciens agglomère autour d'elle pratiquement tous les salariés du public mais également des salariés du privé et des chômeurs. Des SDF se joignirent aux manifestations.

Ainsi, malgré ses limites, le mouvement des salariés du public fut regardé par toute la population travailleuse au sens large du terme, avec ou sans emploi, comme représentant toutes celles et ceux qui souffraient de l'exploitation et du mépris des classes possédantes et qui avaient soif de dignité. Il fut d'ailleurs suivi par le mouvement des sans-papiers à partir de l'été 1996, puis le mouvement des chômeurs pendant l'hiver 1997. De nouvelles perspectives s'ouvraient.

LE NÉCESSAIRE GROUPEMENT DES ANTICAPITALISTES ET DES RÉVOLUTIONNAIRES

La campagne d'Arlette Laguiller, en 1995, était en prise avec la situation sociale et politique et sut trouver un large écho. Elle dénonçait, à partir des affaires de corruption, la collusion entre le personnel des partis institutionnels et les milieux d'affaires, l'enrichissement « extravagant » d'une infime couche de la population et définissait un programme pour « réaliser l'unité » de luttes dont certaines avaient déjà éclaté et d'autres ne manqueraient pas de survenir. Elle se situait dans la perspective d'un « troisième tour social » pour im-

poser des revendications essentielles : 1500 francs pour tous, 35 heures sans diminution de salaire, interdiction des licenciements ; pour en garantir l'efficacité, les travailleurs devraient imposer le contrôle des comptes des entreprises et plus généralement des mesures d'autorité face au grand patronat.

Le bon score d'Arlette Laguiller, comme l'affluence à ses meetings, exprimait la rupture d'une fraction du monde du travail et de la jeunesse avec les partis de la gauche gouvernementale et une attente. Aussi l'appel que lança Arlette le soir du premier tour, « pour envisager les conditions de la création d'un bien plus grand parti que le nôtre, se plaçant résolument, et uniquement, sur le terrain de la défense politique des exploités », fut-il très entendu.

Malheureusement, Lutte ouvrière n'alla pas jusqu'au bout de cette initiative, au prix même d'une crise interne. Et il fallut attendre 1999 pour voir une liste commune de l'extrême gauche, LO-LCR, aux élections européennes. La collaboration entre les deux organisations, à ce moment-là comme en 2004 où il y eut aussi des listes communes aux élections régionales puis européennes, se borna à un accord électoral.

De fait, l'extrême gauche ne fut pas en mesure de prendre une initiative qui aurait pu indiquer largement qu'elle entendait se donner les moyens de répondre aux aspirations qui s'étaient exprimées tant sur le terrain des luttes sociales que sur le terrain politique. Il s'agissait de répondre à la rupture avec la gauche gouvernementale, au besoin de rassembler les forces, d'offrir un cadre militant ouvert et démocratique à toutes celles et tous ceux qui retrouvaient le chemin de la lutte après avoir placé leurs espoirs dans cette gauche qui les avait trahis. Pour répondre au besoin d'unité, il aurait fallu que l'ex-





trême gauche soit capable de rompre avec ses propres divisions pour prendre en compte les intérêts généraux du mouvement.

UNE QUESTION PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

Ainsi, c'est depuis 1995 que se pose cette question de la construction d'une représentation politique des exploités-e-s, quelque nom qu'on lui donne. Non seulement il n'y avait pas d'autre

elles s'inscrivaient dans la tendance longue des reculs imposés aux travailleurs et aux populations par les multinationales et leurs Etats pour reprendre toutes les concessions qu'ils avaient dû leur faire dans le passé. Mais ce sont les travailleurs et travailleuses, jeunes, militant-e-s qui imposèrent ces mobilisations, leur résistance, en dépit de la passivité complice des directions des grandes confédérations syndicales. Pendant toute cette période qui prit fin – si tant est qu'on puisse dater celle-ci précisément – en 2010, l'extrême gauche, regardée avec sympathie par

pitalistes et des révolutionnaires pour construire une force qui soit en mesure de peser dans la situation, alors que, tout le monde en est bien conscient, nous sommes entrés dans une période difficile. Que l'extrême gauche soit le seul courant politique à refuser de s'inscrire dans l'union nationale et à affirmer son indépendance par rapport au pouvoir en place en dit long sur ce qui rapproche les projets de ses organisations.

Mais il est clair que l'occasion manquée des années qui suivirent le mou-



issue à la crise du mouvement ouvrier, à l'intégration de plus en plus poussée des appareils syndicaux et politiques au système, mais 1995 avait ouvert une période de remontée des luttes et de mobilisations – chômeurs, sans-papiers, salariés contre les licenciements ou les attaques contre les retraites et les lois de décentralisation en 2003, mobilisation contre le traité constitutionnel européen (TCE), mouvement étudiant contre le CIP en 2006. Certes, ces luttes étaient défensives,

une fraction significative de la classe ouvrière, obtint des scores électoraux au-dessus de ce qu'elle avait connus dans le passé.

C'est à la LCR qu'il est revenu de mettre en œuvre, à partir de l'été 2007, un projet de construction d'un parti anticapitaliste pour la transformation révolutionnaire de la société, le Nouveau parti anticapitaliste qui a été fondé au début de l'année 2009. Le NPA n'a pas renoncé à son projet de permettre le regroupement de l'ensemble des antica-

vement de novembre-décembre 95 a constitué un lourd handicap, difficile à surmonter, alors que l'espoir qui était né à cette époque a perdu de sa force, que le recul s'est accentué, que les défaites se sont accumulées. Les leçons gardent leur pertinence face à l'offensive réactionnaire orchestrée par le gouvernement PS dont Marine Le Pen récolte les fruits pourris. Le front de toutes celles et tous ceux qui ne se plient pas à la guerre et à l'union nationale est une tâche urgente. □

25 NOVEMBRE 1975

Le jour qui stoppa le processus révolutionnaire portugais

PAR RAQUEL VARELA

Le 25 novembre 1975 est le jour où a été stoppé puis inversé le processus révolutionnaire portugais, ouvert le 25 avril 1974 et qui s'était accéléré lors de l'« été chaud » de 1975. Étrange coup politico-militaire, élaboré et mis en œuvre par le sommet de la hiérarchie militaire (le « groupe des Neuf »), la droite et le PS portugais (en particulier son dirigeant Mario Soares), avec le soutien des puissances impérialistes occidentales. Le 25 novembre a inauguré une « contre-révolution de velours », au terme de laquelle s'est constituée une démocratie libérale sur les ruines des formes de double pouvoir qui s'étaient développées depuis le 25 avril 1974.

Raquel Varela, marxiste indépendante anciennement membre du Bloc de gauche, est historienne et chercheuse à l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université Nova de Lisbonne et à l'Institut international d'histoire sociale, auteure notamment d'une « Histoire populaire de la Révolution portugaise » (« História do Povo na Revolução Portuguesa », Bertrand, 2014) et d'un livre sur la situation contemporaine du Portugal, « Para onde vai Portugal ? » (« Où va le Portugal ? », Bertrand, 2015). Elle co-anime une émission régulière sur la chaîne de télévision portugaise RTP3, intitulée « O último apaga a Luz » (« Le dernier éteint la lumière », <http://www.rtp.pt/programa/tv/p32183>).

Le texte que nous reprenons ici est paru le 25 novembre 2015 sur le site Contretemps (<http://contretemps.eu>), traduit du portugais par Luiza Toscane¹.

Certains historiens, et assurément la majorité de la population, considèrent que le régime démocratique-représentatif tire son origine de la révolution portugaise de 1974-1975. Selon nous, cette vision confond révolution et contre-révolution, deux moments distincts d'un même processus historique.

19 MOIS DE DOUBLE POUVOIR

Elle omet également qu'il a bel et bien existé un régime distinct entre la fin de la dictature – le 25 avril 1974 – et le début de la démocratie libérale ou démocratie institutionnelle, dont la construction commence le 25 novembre 1975, il y a de cela 40 ans. Il s'agit de cette période de 19 mois, marquée historiquement par des formes de *démocratie directe* (que certains nomment *démocratie industrielle*, ou *pouvoir ouvrier*²) et l'existence d'une dualité de pouvoirs, avec un pouvoir parallèle à celui de l'Etat, marqué par le rôle des travailleurs et de divers secteurs et fragments de cette classe sociale. Un pouvoir parallèle sur la base de comités d'entreprises, d'habi-

tants, de soldats et dont les représentants sont élus directement et révocables; un pouvoir qui donc ne se confond pas avec les tentatives de contrôle de l'appareil d'Etat – qui ont existé à cette époque – émanant du Parti communiste portugais (PCP) et du Parti socialiste (PS).

Jamais autant de gens n'auront autant décidé, jamais il n'aura existé tant de démocratie au Portugal, que pendant ces 19 mois. Ce sont quasiment trois millions de personnes qui se sont impliquées directement dans les choix politiques: comment voulaient-ils produire, vivre, se loger? Et ce, avec un niveau d'organisation et de maturité sociale qui fit de la « Révolution des œillets » un des exemples les plus importants du 20^e siècle au niveau mondial. Et c'est bien cette mémoire de la civilisation de gens ordinaires qui dérange le pouvoir aujourd'hui.

Autant la démocratie représentative n'est pas le prolongement de



Mario Soares, chef du Parti socialiste pendant la Révolution portugaise, premier ministre de 1976 à 1978 puis de 1983 à 1985, avant d'être président de la République entre 1986 et 1996. DR.

*l'Estado Novo*³, interrompu brutalement par un processus révolutionnaire, autant la démocratie libérale n'est pas celui de la révolution. Elle consacra au contraire l'arrêt brutal de cette dernière, en d'autres termes sa défaite. La révolution et la contre-révolution sont deux moments caractérisés par des régimes distincts. Je crois qu'il serait erroné d'associer à la révolution la construction de la démocratie libérale. Cela reviendrait à confondre les formes d'Etat, de régime et de gouvernement. Et surtout, cela ne permettrait pas de distinguer la révolution de son contraire, la contre-révolution.

A cette époque l'Etat, même en crise, est toujours demeuré capitaliste. Il n'y a ainsi jamais eu d'Etat socialiste au Portugal, mais un Etat en crise caractérisée par l'existence de pouvoirs parallèles en 1974-1975. Et différents régimes se sont succédé dans le cadre de ce même Etat : la dictature, les régimes qui ont duré pendant la révolution, la démocratie représentative.

Il faudrait discuter – même si ce n'est pas notre objet ici –, de la nature de ces régimes, s'il y en a bien eu plusieurs dans les années 1974-1975. Avons-nous été en présence d'un régime « kérenskiste », par allusion au gouvernement de Kerenski après février 1917 en Russie ? A-t-on eu affaire à un régime semi-bonapartiste (aux caractéristiques dictatoriales) après le 11 mars 1975, d'abord poussé par le PCP (voir notamment le « Document guide Peuple-MFA ») puis par le PS et la droite (6^e gouvernement) ?

Mais indépendamment de la nature des régimes en place dans la séquence 1974-1975, le cours de la révolution a influé sur les régimes, qui ont influé sur elle en retour, celle-ci restant indépendante et marquée par les expériences de « pouvoir populaire ». L'Etat ne parvenait pas à s'imposer, empêchant toute stabilisation. Il devait négocier en permanence avec ces organes (organisés de facto ou non jusqu'en mai 1975, ensuite coordonnés au niveau régional ou sectoriel). Aussi, il est conceptuellement plus exact de considérer que la démocratie directe a été engendrée par la révolution et que la démocratie représentative est le produit de la contre-révolution.

UN TOUT AUTRE RÉGIME

Ce terme de contre-révolution a souvent été la cible immédiate de critiques arguant qu'il induisait une vision plus idéologique qu'historique. C'est là une critique injuste, car l'autre vision, qui omet ou dévalorise l'existence d'une dualité de pouvoirs durant la séquence révolutionnaire portugaise, est bien davantage la cible de pressions idéologiques d'un pays qui n'a pas encore soldé ses comptes avec son passé et a donc d'autant plus de difficultés à faire l'histoire :

- Un passé qui a vu les mêmes militaires qui avaient mené une guerre terrible contre des peuples quasiment sans défense en Afrique, renverser pour certains d'entre eux la dictature le 25 avril 1974.

- Un pays où beaucoup de ces militaires (Groupe des Neuf) qui avaient renversé la dictature se sont regroupés dans un Front large pour mettre un terme à la dualité de pouvoirs, à la révolution, par un coup d'Etat le 25 novembre 1975, qui a entraîné l'incarcération massive de militaires acquis aux perspectives révolutionnaires et militant pour un changement d'Etat (dans une perspective qu'on qualifiait alors de « tiers-mondiste »), non simplement de régime.

- Un pays où la démocratie libérale a contenu les partis constitutifs du régime depuis lors dans un pacte social large, impliquant de démanteler les éléments poussant à un changement de l'Etat, soit la dualité de pouvoirs sur les lieux de travail (commissions de travailleurs), dans les quartiers, l'administration locale et la reproduction de la force de travail (commissions d'habitants) et enfin, à partir de 1975, de ce que Mario Soares a nommé la « soviétisation du régime » à savoir la dualité de pouvoirs en germe au sein des Forces Armées.

- C'est aussi une mémoire qui pèse parce que le parti qui a joué un rôle héroïque contre la dictature, le PCP (Parti communiste portugais), a consenti au 25 novembre, en assumant publiquement avec Alvaro Cunhal, son dirigeant de l'époque, que la gauche militaire était devenue un fardeau pour le PCP dans la mesure où ses actions auraient remis en cause l'équilibre avec les Neuf et les accords de coexistence pacifique entre les Etats-Unis d'Amérique, l'Europe de l'Ouest et l'URSS.

A compter du 25 novembre 1975, un nouveau régime a vu le jour, lentement il est vrai. Il a fallu plus de dix ans pour

que la révolution soit défaite, la force de travail « flexibilisée » (à partir de 1986-1989), la contre-réforme agraire réalisée (1982), et que l'Etat social s'érode progressivement avec les privatisations (1989). Cette date a sonné le retour à la discipline de la production pour l'accumulation de capital, en fait reconnue publiquement lors du discours de Ramalho Eanes, chef militaire du coup d'Etat, lors des célébrations du second anniversaire du 25 novembre 1975⁴.

La nature du 25 novembre donne encore lieu à des polémiques, et bien des éléments restent à clarifier. Néanmoins, cette date marque indiscutablement le début de la fin de la Révolution et la consolidation de ce que l'économiste et sociologue Antonio de Sousa Franco, partisan du PSD (droite), a appelé la « contre-révolution démocratique »⁵, qui sous les coups de boutoir de l'idéologie des vainqueurs, est aujourd'hui baptisée « normalisation démocratique ».

La révolution portugaise a historiquement combiné une crise nationale (financière, politique et militaire) et l'entrée sur la scène politique des masses estudiantines et travailleuses. *Les masses* – nous utilisons le concept de « masses » en tant que groupes non encore organisés autour d'un programme politique, d'où ce concept de masse informelle, disruptive –, se sont organisées par la suite en structures de base, commissions, associations, partis ou syndicats. Peu à peu se sont constitués des groupes de travailleurs et d'habitants, d'étudiants et par la suite de soldats, qui furent le centre névralgique de la révolution.

ACQUIS RÉVOLUTIONNAIRES ET CONTRE-RÉVOLUTION « PACIFIQUE »

Ils déterminèrent le cours de la crise de l'Etat et de l'accumulation, qui a débouché non seulement sur toute une gamme de droits politiques, mais a entraîné une érosion inédite du capital, conduisant à ce qui reste historiquement le plus grand gain des revenus du travail sur ceux du capital. Ceux-ci sont passés de 50% du PIB pour le travail (salaire et cotisations sociales) et 50% pour le capital (intérêts, profits, rentes) à 70% pour le travail et 30% pour le capital en 1975. Ce transfert prit, sous la pression des luttes sociales, des formes diverses : décapitalisations (paiements des salaires et investissements), hausses directes des salaires, augmentation du salaire social (naissance des fonctions sociales de



25 avril 1974, la « Révolution des Œillets ». DR.

l'Etat), loyers subventionnés et gel des prix.

Historiquement, il existe différentes configurations de révolutions et autant de contre-révolutions. De la même façon qu'une révolution est un processus historique qui ne se résume pas à un coup d'Etat ou à un soulèvement militaire, la contre-révolution n'est pas un processus historique qui se limiterait à un coup violent instaurant une dictature. Et c'est bien dans l'expérience de la contention pacifique et démocratique de la Révolution portugaise, une méthode appliquée préventivement en Espagne avec un grand succès, que s'est forgé un laboratoire de processus contre-révolutionnaires, qui n'ont rien à voir avec le cas chilien (un coup d'Etat contre-révolutionnaire réalisé sous la botte d'une dictature militaire sanginaire).

Ce modèle « pacifique » de contre-révolution, aujourd'hui saisi à travers le concept téléologique de « transition vers la démocratie », sera adopté par les

Etats-Unis pour leur politique étrangère, sous le nom de « doctrine Carter », et appliquée ensuite en Amérique Latine, via le remplacement progressif de dictatures par des régimes à filiation démocratique⁶. Un modèle qui vise à mettre un terme aux révolutions ou à les éviter en créant une base sociale électorale, dans le cadre d'une démocratie représentative, c'est-à-dire une transition vers une démocratie libérale, qui évite la rupture révolutionnaire.

Le 25 novembre 1975 n'est pas né ce pays mythique et rêvé, d'égalité et de justice, enraciné dans un Pacte social durable. Ce qui s'est amorcé, c'est au contraire la fin d'un rêve, celui de gens pauvres, d'analphabètes, d'étudiants, d'intellectuels, de travailleurs de divers secteurs, qui ne croyaient pas seulement de manière utopique dans une société plus égalitaire, mais qui pensaient – et c'est cela l'histoire de la Révolution portugaise – pouvoir en être les constructeurs et les acteurs, au lieu de déléguer ce pouvoir à d'autres. □

1 Ce texte est une synthèse de deux articles écrits par Raquel Varela et publiés sur son blog :

– <https://raquelcardeiravarela.wordpress.com/2013/11/25-de-novembro-de-1975-um-dia-final-que-nao-foi-inteiro-nem-limpo/>

– <https://raquelcardeiravarela.wordpress.com/2014/11/25/democracia-e-revolucao/>

Nous traiterons prochainement dans cette revue de la situation actuelle au Portugal, qui vient de voir la formation d'un gouvernement du Parti socialiste soutenu au parlement par le Bloc de gauche et le Parti communiste portugais, aux antipodes – soulignent unanimement la presse et les commentateurs politiques du pays – de la « tradition » de 40 ans inaugurée ce 25 novembre 1975.

Pour une approche générale de la révolution portugaise, voir notamment « 40 ans après, grandeurs et limites de la Révolution portugaise », Ugo Palheta, revue *l'Anticapitaliste* n° 53 d'avril 2014 [Ndlr].

2 Voir Raquel Varela, « Contrôle ouvrier et nationalisations dans la révolution portugaise : réformisme ou socialisme », *Revue Période*, avril 2014 [Ndlr].

3 « Estado novo », l'Etat nouveau, est le nom que s'était donné le régime de Salazar, chef de la dictature (de même type que le franquisme espagnol) entre 1932 et 1968, date à laquelle Caetano lui avait succédé à la tête de ce régime [Ndlr].

4 Ramalho Eanes, « Second anniversaire du 25 novembre », discours prononcé à Tancos, in « Secrétariat de la Communication sociale », 1978, p. 10.

5 Antonio De Sousa Franco, « L'économie », in Antonio Reis, (coord), « Portugal, 20 ans de démocratie », Lisbonne, Cercle de Lecteurs, 2004, p. 207.

6 Encarnacion Lemus, « En Hamelin... La Transition espagnole au delà de la frontière », Oviedo, Editions Septem, 2001.

A qui sert leur guerre ?

UNE DÉCLARATION D'INTELLECTUELS ET UNIVERSITAIRES



Le 22 novembre 2015, place de la Bastille à Paris, dans le rassemblement – maintenu malgré l'état d'urgence – en solidarité avec les migrants. Photothèque rouge/JMB.

Aucune interprétation monolithique, aucune explication mécaniste n'élucidera les attentats. Faut-il pour autant garder le silence? Beaucoup jugent – et nous les comprenons – que devant l'horreur de l'événement, seul le recueillement serait décent. Mais nous ne pouvons pas nous taire, quand d'autres parlent et agissent pour nous, nous entraînent dans leur guerre. Faut-il les laisser faire, au nom de l'unité nationale et de l'injonction à penser comme le gouvernement?

Car ce serait la guerre, désormais. Auparavant, non? Et la guerre pour quoi: au nom des droits de l'homme et de la civilisation? En réalité, la spirale dans laquelle nous entraîne l'Etat pompier pyromane est infernale. La France est en guerre continuellement. Elle sort d'une guerre en Afghanistan, lourde de civils assassinés. Les droits des femmes y sont toujours bafoués, tandis que les talibans regagnent chaque jour du terrain. Elle sort d'une guerre en Libye qui laisse le pays ruiné et ravagé, avec des morts par milliers et des armes *free market* qui approvisionnent tous les jihads. Elle sort d'une intervention au Mali. Les groupes jihadistes liés à Al-Qaeda ne cessent de progresser et de perpétrer des massacres. A Bamako, la France protège un régime corrompu jusqu'à l'os, comme au Niger et au Gabon. Les oléoducs du Moyen-Orient, l'uranium exploité dans des conditions monstrueuses par Areva, les intérêts de Total et de Bolloré ne seraient pour rien dans le choix de ces interventions très sélectives, qui laissent des pays dévastés? En Libye, en Centrafrique, au Mali, la France n'a engagé aucun plan pour aider les populations à sortir du chaos. Or il ne suffit pas d'administrer des leçons de prétendue

morale (occidentale). Quelle espérance d'avenir peuvent nourrir des populations condamnées à végéter dans des camps ou à survivre dans des ruines?

La France prétend détruire Daech? En bombardant, elle multiplie les jihadistes. Les Rafale tuent des civils aussi innocents que ceux du Bataclan. Comme en Irak, certains de ces civils finiront par se solidariser avec les jihadistes: ces bombardements sont des bombes à retardement.

Daech est l'un de nos pires ennemis: il massacre, décapite, viole, opprime les femmes et embrigade les enfants, détruit le patrimoine mondial. Dans le même temps, la France vend au régime saoudien, pourtant connu pour financer des réseaux jihadistes, des hélicoptères de combat, des navires de patrouille, des centrales nucléaires; l'Arabie Saoudite vient de commander 3 milliards de dollars d'armement; elle a réglé la facture des deux navires Mistral, vendus à l'Egypte du maréchal Al-Sissi qui réprime les démocrates du printemps arabe. En Arabie Saoudite, ne décapite-t-on pas? N'y coupe-t-on pas les mains? Les femmes n'y vivent-elles pas en semi-esclavage? Engagée au Yémen au côté du régime, l'aviation saoudienne a bombardé les populations civiles, détruisant au passage des trésors architecturaux. Bombardera-t-on l'Arabie Saoudite? Ou bien l'indignation fluctuelle selon les alliances économiques de l'heure?

La guerre au jihad, dit-on martialement, se mène en France aussi. Mais comment éviter que ne sombrent des jeunes issus en particulier des milieux populaires, s'ils ne cessent d'être partout discriminés, à l'école, à l'embauche, dans l'accès au logement ou dans leurs croyances? Et s'ils finissent en prison. En les stigmatisant da-

vantage? En ne leur ouvrant pas d'autres conditions d'existence? En niant leur dignité revendiquée? Nous sommes ici: la seule manière de combattre concrètement, ici, nos ennemis, dans ce pays devenu le deuxième vendeur d'armes mondial, c'est de refuser un système qui, au nom du profit à courte vue, produit partout plus d'injustice. Car la violence d'un monde que Bush junior nous promettait, il y a quatorze ans, réconcilié, apaisé, ordonné, n'est pas née du cerveau de Ben Laden ou de Daech. Elle pousse et prolifère sur la misère et les inégalités dont, année après année, les rapports de l'ONU montrent qu'elles s'accroissent, entre pays du Nord et du Sud, et au sein des pays dits riches. L'opulence des uns a pour contrepartie l'exploitation et l'oppression des autres. On ne fera pas reculer la violence sans s'attaquer à ses racines. Il n'y a pas de raccourcis magiques: les bombes n'en sont pas.

Lorsque furent déclenchées les guerres d'Afghanistan et d'Irak, nos mobilisations ont été puissantes. Nous affirmions que ces interventions sèmeraient, aveuglément, le chaos et la mort. Avions-nous tort? La guerre de François Hollande aura les mêmes conséquences. Il est urgent de nous rassembler contre les bombardements français qui accroissent les menaces et contre les dérives liberticides qui ne règlent rien, mais contournent et nient les causes des désastres. Cette guerre ne se mènera pas en notre nom. □

Le 24 novembre 2015. Signataires: Ludivine Bantigny, historienne; Emmanuel Barot, philosophe; Jacques Bidet, philosophe; Deborah Cohen, historienne; François Cusset, historien des idées; Laurence De Cock, historienne; Christine Delphy, sociologue; Cédric Durand, économiste; Fanny Gallot, historienne; Eric Hazan; Sabina Issehnane, économiste; Razmig Keucheyan, sociologue; Marius Loris, historien, poète; Marwan Mohammed, sociologue; Olivier Neveux, historien de l'art; Willy Pelletier, sociologue; Irène Pereira, sociologue; Julien Théry-Astruc, historien; Remy Toulouse, éditeur; Enzo Traverso, historien.